

CSI RAPPORT

CSI, Confédération syndicale internationale
Mars 2008



REUTERS/Normand Blouin

**Un remède contre
la faim:** pourquoi le
monde manque de
nourriture

Créée le 1er novembre 2006, la CSI représente 170 millions de travailleurs, dont 40% de femmes, au sein de 312 organisations affiliées nationales dans 157 pays.

La CSI est une Confédération de centrales syndicales nationales, dont chacune rassemble les syndicats d'un pays donné. L'affiliation est ouverte aux organisations syndicales qui sont indépendantes de toute influence extérieure et qui sont dotées d'une structure démocratique.

La première mission de la CSI consiste à promouvoir et à défendre les droits et les intérêts des travailleurs/euses au travers de la coopération internationale entre les syndicats, de campagnes mondiales et d'actions militantes au sein des principales institutions internationales. Le document de programme adopté lors du Congrès de fondation de la CSI expose le cadre stratégique général de la Confédération, établi sur base des politiques poursuivies par la CISL et la CMT.

Ses principaux domaines d'action sont: les droits syndicaux et les droits humains, l'économie, la société et le lieu de travail, l'égalité et la non-discrimination, la solidarité internationale.

La CSI adhère aux principes de la démocratie et de l'indépendance syndicales tels que précisés dans ses statuts.

—
CSI

5 Boulevard du Roi Albert II, Bte1

1210 Bruxelles

Belgique

Téléphone: +322 224 02 11

Fax: +322 201 58 15

E-mail: <mailto:info@ituc-csi.org>

www.ituc-csi.org

La photo de la couverture a été prise durant une manifestation contre la hausse des prix alimentaires à Dakar, le 26 avril 2008, où plus de 1.000 personnes ont manifesté dans les rues de la capitale.

Les graphiques et les chiffres dans le présent rapport sont reproduits avec l'aimable autorisation de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture et du magazine New Internationalist.

**Un remède
contre la faim:
pourquoi le
monde manque
de nourriture**

Un remède contre la faim: pourquoi le monde manque de nourriture

Table des Matières

| | |
|--|-----------|
| Préface par Guy Ryder | 7 |
| Chapitre 1 – Résumé analytique | 8 |
| Chapitre 2 – Les facettes de la crise | 12 |
| 2.1 L'EFFONDREMENT DU POUVOIR D'ACHAT | 12 |
| 2.2 LES ENFANTS SONT LES PREMIERS A RESSENTIR L'IMPACT | 16 |
| 2.3 UN NOUVEAU VISAGE DE LA FAIM | 18 |
| 2.4 ÉMEUTES ET AGITATIONS EN RAISON DE LA HAUSSE DES PRIX | 20 |
| 2.5 LES ACTIONS SYNDICALES VISANT À LUTTER CONTRE LA CRISE ALIMENTAIRE | 21 |
| 2.6 UNE MENACE POUR LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT | 25 |
| 2.7 LES FEMMES, PRINCIPALES ACTRICES DE LA CRISE ALIMENTAIRE | 26 |
| Chapitre 3 - S'attaquer aux causes profondes de la crise alimentaire | 30 |
| 3.1 LE RÔLE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES | 30 |
| 3.1.1 Le rôle du Fonds monétaire international | 30 |
| 3.1.2 Le passage de l'exportation à l'importation | 32 |
| 3.1.3 Des politiques de développement inadaptées - renoncer à des cultures vivrières locales pour des cultures commerciales pour l'exportation | 32 |
| 3.1.4 Une levée de boucliers contre les politiques iniques du FMI et de la Banque mondiale | 34 |
| 3.1.5 Quelles leçons en tirer? | 35 |
| 3.2 LE SYSTÈME DU COMMERCE MONDIAL ET L'OMC | 36 |
| 3.2.1 La nécessité d'un système d'échanges commerciaux équitable | 36 |
| 3.2.2 La prépondérance des multinationales de l'agroalimentaire – comment elles s'assurent des profits énormes | 37 |
| 3.3 ÉVOLUTION FINANCIÈRE DU SECTEUR DES PRODUITS ALIMENTAIRES DE BASE | 40 |
| 3.3.1 Comment les transactions spéculatives ont affecté les prix alimentaires | 41 |
| 3.3.2 La financiarisation de l'alimentation | 41 |
| 3.4 L'OFFRE ET LA DEMANDE | 42 |
| 3.4.1 Changements des habitudes | 43 |
| 3.4.2 Révolution verte | 44 |
| 3.5 CHANGEMENT CLIMATIQUE | 45 |
| 3.5.1 Sécheresse, déforestation et dégradation des sols | 45 |
| 3.5.2 Inondations | 47 |
| 3.6 PÉNURIE ÉNERGÉTIQUE ET BIOCARBURANTS | 48 |
| 3.6.1 Les biocarburants : une bénédiction ou un fléau? | 48 |
| 3.6.2 Les fermiers des pays en développement et les droits du travail | 49 |
| 3.6.3 En quoi les biocarburants sont-ils liés à la sécurité alimentaire ? | 50 |
| 3.6.4 Le coût élevé des prix forts des carburants et des engrais | 51 |
| Chapitre 4 - Une chance de faire front – une coopération mondiale s'impose | 52 |
| 4.1 LE DROIT À L'ALIMENTATION | 53 |
| 4.2 UNE RÉVISION DES POLITIQUES EN MATIÈRE DE BIOCARBURANTS | 54 |
| 4.3 PLUS D'INVESTISSEMENT DANS L'AGRICULTURE | 49 |
| 4.4 UN MONDE OÙ RÈGNENT LE TRAVAIL DÉCENT, LES SALAIRES DÉCENTS ET LA PROTECTION SOCIALE POUR TOUS | 50 |
| 4.5 LA RÉRÉGLÉMENTATION DES MARCHÉS INTERNATIONAUX | 57 |

Préface

Les prix alimentaires ont quelque peu diminué mais la crise alimentaire n'a pas disparu: tant que les facteurs qui en sont à l'origine ne seront pas abordés, elle risque de réapparaître dans un futur proche. Près d'un milliard de personnes souffrent de faim chronique. La communauté internationale prêtant une attention particulière à la crise financière et économique mondiale, la situation de la faim dans le monde risque réellement de se détériorer davantage.

L'élaboration du présent rapport a pour but de mettre en évidence ces risques. Les travailleurs ont particulièrement été touchés par la récente flambée des prix alimentaires et les syndicats qui les représentent exigent que des mesures soient prises à cet égard. Compte tenu de la crise financière et économique mondiale, il est d'autant plus urgent d'agir. Comme le signale l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la crise économique et la pénurie de crédit actuelle, conjuguées à une diminution temporaire des prix de certains produits de base agricoles, pourraient contraindre les agriculteurs à produire moins d'aliments et, dans ce cas, le monde devra rassembler ses forces pour faire face à une nouvelle envolée des prix alimentaires au cours de l'année à venir.

Si nous voulons tirer profit en quelque sorte de la crise alimentaire, nous devons apprendre des erreurs du passé. Il est à présent temps d'agir, et si la communauté internationale est déterminée à réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la fin d'ici à 2015, conformément aux Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) des Nations unies, une volonté et un engagement politiques sérieux s'avèrent essentiels. Le mouvement syndical appelle à de plus grands investissements dans le secteur agricole et à une protection sociale universelle, conjuguée au respect des normes fondamentales du travail, en vue de garantir une production décente et durable des aliments et d'autres produits agricoles. Le droit à l'alimentation doit être considéré comme un droit humain fondamental pour tous.

Guy Ryder, secrétaire général de la CSI, mars 2009

A handwritten signature in black ink that reads "Guy Ryder". The signature is written in a cursive style with a checkmark-like flourish at the end of the name.

Chapitre 1. Résumé analytique

Le phénomène

La faim mondiale n'est pas un phénomène nouveau; le monde a été témoin de la faim et de la famine durant pratiquement toutes les décennies du 20^e siècle. Plus de 963 millions de personnes sont à l'heure actuelle sous-alimentées et vivent dans l'extrême pauvreté dans le monde entier. La plupart sont des pauvres travaillant dans des zones rurales et urbaines. Toutefois, la situation à présent est différente en termes d'impact, puisqu'elle touche non seulement les pauvres dans les pays en développement qui ne peuvent plus se permettre des denrées alimentaires de base mais également les travailleurs dans les pays industrialisés qui sont également victimes des effets de l'envolée des prix alimentaires sur le budget de leur ménage.

Jamais auparavant un nombre si élevé de travailleuses et de travailleurs n'a été contraint de réduire si rapidement leurs dépenses en produits de première nécessité, notamment les repas et les soins de santé. En raison des prix élevés des denrées alimentaires, 150 millions de pauvres supplémentaires sont à présent recensés dans le monde entier. Comme le démontre le rapport, l'incidence des prix alimentaires élevés et le manque de revenus décents se sont faits ressentir d'Europe en Afrique, et d'Asie aux Amériques – aucune région n'a été épargnée.

Les prix du blé et du riz ont augmenté de plus de 70 et de 130 pour cent respectivement au cours des années 2007 et 2008. Bien que les prix aient légèrement baissé début 2009, le niveau actuel des prix des produits alimentaires de base demeure bien plus élevé qu'il y a deux ans. La crise alimentaire a touché toute la population et, plus particulièrement, ceux qui se situent au niveau le plus bas de l'échelle des revenus et qui consacrent entre 50 et 70 pour cent de leurs revenus à l'alimentation. La crise alimentaire mondiale les a privés d'un de leurs droits humains fondamentaux, à savoir le droit d'être libéré de la faim et de la malnutrition. Ce rapport analysera les éléments probants disponibles – les causes premières de la crise et la raison de l'accroissement des inégalités dans le monde, de sorte que certains meurent de faim alors que d'autres en récoltent les fruits.

Les causes de la crise

Les politiques adoptées par les institutions financières internationales depuis les années 1980 se sont avérées déterminantes dans la raison pour laquelle les pays en développement ne peuvent garantir une sécurité alimentaire à leurs propres citoyens. A l'apogée du "consensus de Washington" dans les années 1980 et 1990, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont soutenu des avantages économiques en exigeant aux pays en développement de supprimer progressivement les subventions agricoles, qui autrement auraient pu contribuer à développer une économie nationale forte, et de vendre leurs

La crise alimentaire a touché toute la population et, plus particulièrement, ceux qui se situent au niveau le plus bas de l'échelle des revenus et qui consacrent entre 50 et 70 pour cent de leurs revenus à l'alimentation.

réerves de céréales pour payer leur dette. Une fixation continue et erronée sur la libéralisation commerciale comme réponse aux problèmes économiques et sociaux dans le monde a détourné l'attention du secteur agricole national largement sous-développé dans les pays en développement. Un grand nombre de ces pays sont à présent des importateurs nets de denrées alimentaires, alors qu'ils étaient des exportateurs nets dans les années 1960, et au vu des prix extrêmement élevés des produits alimentaires, il semble évident que les politiques du FMI et de la Banque mondiale n'ont pas atteint leur objectif.

Dans le même temps, une plus grande déréglementation des marchés commerciaux et financiers a principalement favorisé les multinationales agroalimentaires situées dans les pays industrialisés et non pas les pauvres qui travaillent dans les zones rurales et urbaines dans le monde entier. L'impact du système commercial mondial peut être perçu dans l'augmentation significative des coûts des importations des pays à faible revenu et à déficit vivrier, qui ont plus que doublé en cinq ans. Contrairement aux promesses des défenseurs du libre-échange, les cycles successifs de libéralisation commerciale n'ont pas garanti l'équité ni la sécurité alimentaire pour tous. La majeure partie du problème peut être attribuée aux multinationales qui contrôlent la majorité du commerce international en maïs et en autres céréales, ainsi que les subventions massives aux grandes exploitations aux Etats-Unis et en Europe, et qui empêchent les agriculteurs des pays en développement d'accéder au marché. La croissance du commerce n'a entraîné jusqu'à présent qu'une monopolisation des marchés de céréales mondiaux et du commerce des bananes, du cacao et du thé, portant atteinte au système alimentaire mondial, et n'a pas garanti de plus grande sécurité alimentaire ni d'amélioration des droits des travailleurs à une vie décente.

En vue de tenter d'obtenir des bénéfices rapides et de chercher de nouvelles options d'investissement hors du marché boursier traditionnel, les investisseurs, tels que les fonds spéculatifs, ont recherché le marché des produits de base agricoles en quête de gains à haut rendement. L'augmentation massive des investissements spéculatifs a constitué un facteur contribuant à la hausse des prix des produits de première nécessité. En quelques années, les investissements dans les produits alimentaires et les marchandises à terme se sont multipliés par vingt dès lors que la déréglementation a permis aux négociateurs non commerçants de rechercher des bénéfices sur un marché relativement petit, causant une volatilité et des turbulences brusques.

Le problème est également dû à l'augmentation de la population mondiale. En 2050, plus de 9 milliards de personnes peupleront notre planète. La pression sur la disponibilité des aliments augmentera probablement à l'avenir mais aujourd'hui déjà, alors que les classes moyennes sont en hausse dans les pays en développement, tels que la Chine et l'Inde, et que leurs économies en plein essor leur permettent de changer de régime alimentaire, la pression sur l'accès à l'eau et la production de céréales augmente dans la mesure où la demande de produits carnés et laitiers est plus élevée qu'il y a dix ans.

Les changements climatiques ne feront qu'aggraver la situation: les sécheresses

Une assistance financière doit être fournie mais sans la conditionnalité politique des institutions financières internationales, qui s'est avérée être un échec. Les politiques qui ont contribué à la création de la crise ne peuvent faire partie de la solution

récurrentes, les inondations et d'autres pressions liées aux changements climatiques résultant de l'accroissement des émissions de gaz à effet de serre constituent un défi mondial. Les catastrophes provoquées par les changements climatiques surviennent généralement dans les pays en développement où, à la suite des récoltes détruites et du faible rendement des cultures, la population peut avoir faim pendant des mois étant donné que les travailleurs pauvres ne peuvent plus se permettre d'acheter des produits alimentaires de base aux nouveaux prix élevés. Au fur et à mesure que l'impact des changements climatiques s'intensifiera au cours des prochaines décennies, les situations météorologiques continueront de changer et la production d'aliments fera l'objet de plus grandes pressions. Toutefois, les changements climatiques ne peuvent être abordés moyennant la défense simpliste des biocarburants sans tenir compte de leurs effets secondaires. Tandis que la production de matériel organique pour les biocarburants a détourné des quantités élevées de cultures vivrières au profit des réservoirs à carburant des voitures, elle n'a représenté que 1,5 pour cent de l'alimentation de combustible mondiale.

Les solutions

La première priorité pour atténuer la crise doit être la sécurité alimentaire dans tous les pays afin que des approvisionnements rapides et sûrs puissent être garantis à ceux qui ont en besoin. Ce n'est qu'en garantissant des mécanismes de sécurité économique auxquels puissent réellement accéder les pauvres, les chômeurs, les salariés et les groupes vulnérables, notamment les femmes, que la communauté internationale pourra empêcher la crise financière et économique d'aggraver une situation déjà guère réjouissante. Autrement dit, les pays en développement, qui sont plus de 70, et qui sont déjà confrontés à des problèmes concernant leur balance de paiements dès lors qu'ils s'efforcent de payer leurs factures d'importation de leurs aliments de base, auront besoin d'aide. Une assistance financière doit être fournie mais sans la conditionnalité politique des institutions financières internationales, qui s'est avérée être un échec. Les politiques qui ont contribué à la création de la crise ne peuvent faire partie de la solution.

Une autre action immédiate serait d'éliminer les subventions promouvant la production de biocarburants qui détournent les cultures vivrières au profit du carburant, étant donné que la production de biocarburants est subventionnée dans une grande mesure par les pays industrialisés et que, par conséquent, les biocarburants sont responsables d'au moins 30 pour cent des récentes hausses des prix alimentaires.

En outre, des mécanismes de réglementation plus efficaces sont nécessaires sur les marchés de produits de base agricoles et à terme en vue de limiter et d'enrayer la spéculation qui a contribué à la hausse des prix alimentaires en 2008.

A plus long terme, les investissements dans l'infrastructure rurale doivent être augmentés dans les pays en développement. Une assistance à la production agricole à petite échelle dans les pays en développement permettrait au monde de rétablir l'équilibre de l'offre et de la demande d'aliments à un niveau inférieur des prix. Cette assistance doit être fournie selon des conditions appropriées en

vue de garantir une durabilité économique, sociale et environnementale incluant le travail décent et le respect des normes internationales du travail pour les travailleurs ruraux. La production de produits alimentaires dans les pays en développement en vue d'une consommation intérieure à des prix accessibles est essentielle pour garantir une sécurité alimentaire et réduire la pauvreté, en fournissant une certaine sécurité contre l'escalade des prix mondiaux des produits de base. La garantie d'une protection sociale universelle, qui fait actuellement l'objet d'une vaste campagne de l'OIT, fait également partie du cadre international visant à lutter contre la faim.

La combinaison de recommandations présentée ci-dessus démontre qu'il n'existe pas une seule panacée pour résoudre la crise alimentaire mondiale. Les gouvernements doivent toutefois accepter leur rôle. Ils manquent à leur engagement lorsque plus de 963 millions de personnes souffrent de la faim et le nombre de pauvres augmente de plus de 150 millions en un an en raison de la hausse des prix alimentaires. Dans le monde interdépendant d'aujourd'hui, cette situation est inacceptable. La communauté internationale doit accepter sa responsabilité conjointe de garantir un droit effectif à l'alimentation pour tous les citoyens du monde.

Chapitre 2. Les facettes de la crise

La hausse des prix alimentaires durant 2007 et 2008 n'a épargné personne aux quatre coins du monde: des personnes vivant dans l'extrême pauvreté en Afrique aux consommateurs dans les pays industrialisés, des populations pauvres rurales en Amérique latine aux mineurs en Asie. La question qui se pose est la suivante: comment sommes-nous parvenus à cette situation? Le monde n'est-il réellement pas capable de nourrir la population qui a faim? Et comment pouvons-nous empêcher que cette situation ne se reproduise?

Nous avons été témoins de conflits sociaux, d'émeutes et de manifestations car la population n'a pas été en mesure d'apporter de la nourriture à table. Les enfants ont été touchés car leurs parents ne peuvent se permettre de payer les frais de scolarité et les repas en même temps et, par conséquent, ont été forcés de travailler en vue de soutenir leur famille. Ce ne sont que quelques exemples des récents développements provoqués par la hausse des prix alimentaires, sur laquelle se penche le présent rapport.

Le chapitre suivant examinera les éléments de preuve disponibles: comment le pouvoir d'achat des travailleurs a-t-il diminué?, comment la récession économique est-elle à l'origine d'une baisse de la consommation et de la perte d'emplois?, et comment la sécheresse dans la Corne de l'Afrique a amené une grande partie de sa population au bord de la famine? Ce rapport tire la sonnette d'alarme – nous devons agir maintenant avant que les inégalités et le désespoir aussi bien dans les pays pauvres que dans les pays riches ne s'accroissent davantage.

2.1 L'EFFONDREMENT DU POUVOIR D'ACHAT

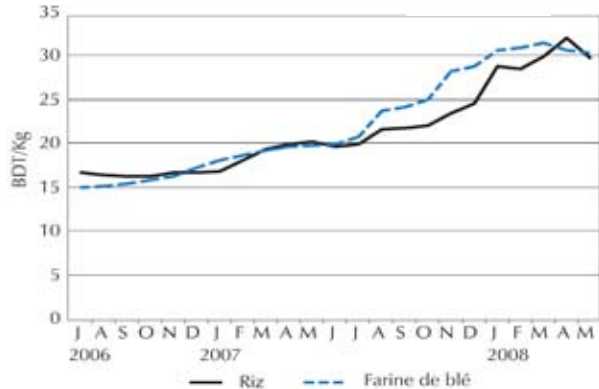
Les travailleurs aux quatre coins du monde ont été victimes de la hausse des prix alimentaires. En Afrique, les pauvres sont les plus touchés. 160 millions de personnes essaient de survivre avec un revenu inférieur à un demi-dollar par jour. La plupart de ces ménages sont des acheteurs nets d'aliments et non des producteurs. Il en résulte que la montée en flèche des prix alimentaires a frappé les budgets des ménages des pauvres dans les pays en développement. Cet impact est ressenti instantanément dans la mesure où de 50 à 70 pour cent en moyenne de leur budget est consacré à l'alimentation, ne laissant aucune marge à un régime bien équilibré et hautement nutritionnel¹. Ceci est en opposition totale avec les pays industrialisés où la population consacre de 10 à 20 pour cent de ses revenus à l'alimentation². Les ménages pauvres sont dès lors plus vulnérables que les ménages riches dès que les prix alimentaires subissent une hausse.

Au Bangladesh, les travailleurs de l'habillement consacrent 70 pour cent de leur salaire au riz³. En raison de l'inflation, les prix de certains produits alimentaires ont doublé au cours des six premiers mois de l'année 2008, et les travailleurs

Ce rapport tire la sonnette d'alarme – nous devons agir maintenant avant que les inégalités et le désespoir aussi bien dans les pays pauvres que dans les pays riches ne s'accroissent davantage.

ont de grandes difficultés à joindre les deux bouts. Le salaire minimum légal de 25 US\$ par mois ne couvre pas les dépenses des aliments de base, tels que le riz, ni des soins de santé. Et pour aggraver davantage la situation, les activités syndicales ont été interdites au début de l'année 2007, privant les travailleurs du Bangladesh de filet de sécurité sociale ou de tout moyen de lutter contre les salaires bas et la hausse des prix.

Prix au détail du blé et du riz au Bangladesh



Le tableau ci-dessous met en évidence la dure réalité d'une famille de travailleurs pauvres forcés à réduire de plus de la moitié ses dépenses journalières d'aliments en raison de la hausse des prix en 2008:

L'impact de la hausse des prix sur un ménage de cinq personnes qui survit avec un dollar par jour par personne au Bangladesh:

Leurs 5 \$ sont dépensés comme suit...

- 3,00 \$ en alimentation
- 0,50 \$ en énergie
- 1,50 \$ en produits non alimentaires

Une augmentation de 50 % des prix des aliments et des combustibles entraîne une diminution de 1,75 \$ des dépenses.

Les réductions s'appliqueront principalement aux produits alimentaires, résultant en:

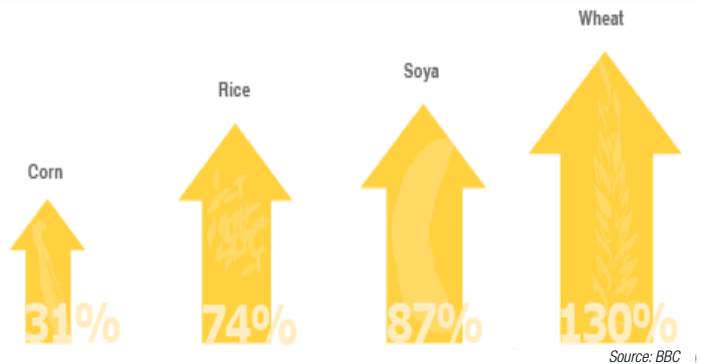
- Une détérioration de la qualité du régime alimentaire
- Une plus grande malnutrition
- Un retard dans les ajustements des taux des salaires

Adapté de: Joachim von Braun, IFPRI, août 2007

La réduction des aliments sains, des légumes et des fruits et un nombre moins élevé de repas par jour sont quelques-uns des premiers effets de la hausse des prix alimentaires, aussi bien dans les pays développés qu'en développement. Dans la République du Kosovo, les pauvres dans les zones urbaines sont particulièrement touchés par la hausse des coûts des céréales dès lors que la région est tributaire d'une grande partie de l'importation de produits alimentaires.

Depuis les années 1990, le secteur agricole n'a pas affiché de signe d'innovation. Le chômage dans certaines communautés de Pristina avoisine les 80 pour cent, et le nombre de rapports sur le travail des enfants est en hausse. L'alimentation de la population du Kosovo est traditionnellement basée sur le pain et d'autres produits à base de céréales; les fluctuations des prix du blé ont dès lors un impact énorme sur leur pouvoir d'achat étant donné qu'un certain nombre des familles les plus pauvres essaient de survivre avec 35 € par mois dans une communauté où un pain coûte 0,5 €⁴. Par conséquent, la malnutrition parmi les enfants est en augmentation, et une grande partie de la population la plus pauvre n'a pas été en mesure de préserver ses moyens d'existence.

Hausse des prix en un an, mars 2007 – mars 2008



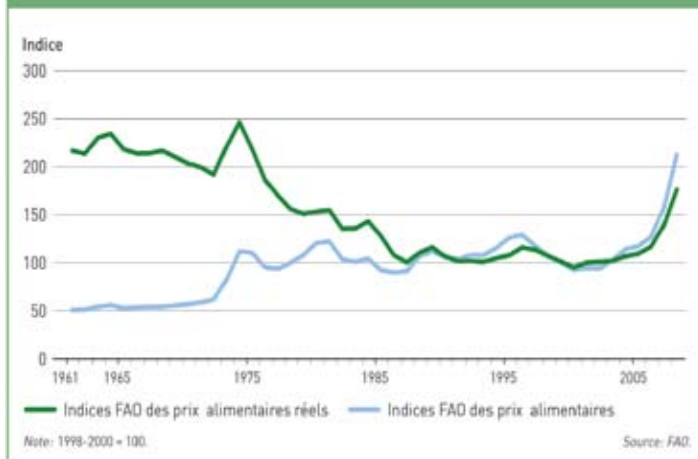
Le prix des aliments de base, notamment le blé, a augmenté de plus de 130% en un an, alors que les prix du riz ont plus que doublé – touchant principalement les pauvres dans les pays en développement, étant donné qu'ils sont des consommateurs nets des aliments de base.

Selon les projections à moyen terme de la FAO, les prix alimentaires en 2009 pourraient diminuer mais resteraient, au cours des années à venir, supérieurs aux niveaux d'avant 2004.

Dans les pays industrialisés, les consommateurs ont également été victimes de l'impact de la hausse des prix. Les prix des denrées, telles que le lait, la viande, les légumes et le pain, ont augmenté de 4 pour cent en 2007, la plus grande hausse annuelle depuis 1990 et, selon le ministère de l'Agriculture des Etats-Unis, les prix augmenteraient probablement de 4,5 à 5,5 pour cent au cours de l'année 2008⁵. Un certain nombre de familles et de travailleurs en Amérique du Nord ont dû se tourner vers la production de céréales, de pommes de terre et de fruits dans leur propre potager. D'autres Américains moins privilégiés ont diminué la consommation de salades et d'autres légumes sains plus chers pour se tourner vers des aliments moins coûteux remplis de sucre et de graisses⁶ – compromettant en fin de compte leur santé. La même tendance est observée en Grande-Bretagne où les consommateurs abandonnent leurs coutumes éthiques et diététiques au supermarché, en supprimant les produits biologiques pour recourir à des solutions budgétaires moins coûteuses, de sorte à faire des économies dans le budget de leur ménage⁷.

Les prix alimentaires dans le monde entier n'ont jamais été aussi élevés depuis les années 1970 et la crise pétrolière internationale, comme l'illustre le graphique ci-dessus. Les prix ont commencé à grimper déjà en 2006, et les prix des produits agricoles ont continué d'augmenter jusqu'à la moitié de l'année 2008. Selon les projections à moyen terme de la FAO, les prix alimentaires

Évolution des indices FAO des prix alimentaires 1961-2008



en 2009 pourraient diminuer mais resteraient, au cours des années à venir, supérieurs aux niveaux d'avant 2004.⁸

Le coût de la vie a augmenté aux quatre coins du monde: les travailleurs ont été confrontés à des hausses de prix des produits de première nécessité, notamment l'essence, l'électricité et l'alimentation, en raison des périodes économiques turbulentes, et n'osent pas demander d'augmentation salariale, craignant de perdre leur emploi s'ils commencent à présenter des revendications. La centrale syndicale américaine, AFL-CIO, n'est pas convaincue que les salaires réels (c'est-à-dire, ajustés en fonction de l'inflation) augmenteront¹⁰. A une époque où les prix des aliments et des combustibles montent en flèche, les travailleurs ne comptent pas gagner davantage mais s'attendent plutôt à une diminution de leur niveau de vie.



Ces graphiques illustrent l'énorme volatilité des prix qui a été enregistrée depuis 2007. Les prix des céréales, des huiles et des matières grasses ont augmenté de pratiquement 100% alors que l'indice des prix alimentaires était le plus élevé en juin 2008, atteignant au total 219 points.

Bien que les prix des produits alimentaires aient diminué, l'indice est encore supérieur de 20% à celui de décembre 2006, et on s'attend à ce que les prix des produits de base agricoles restent élevés. Source: FAOfiles en 2009.

2.2 LES ENFANTS SONT LES PREMIERS A RESSENTIR L'IMPACT

Malheureusement, dans nombre de pays en développement, l'impact de la hausse mondiale des prix alimentaires peut être évalué non seulement par une baisse du pouvoir d'achat, mais également par le nombre d'enfants qui doivent quitter l'école pour aider leur famille à gagner leur vie. Si une famille doit se débrouiller sans les niveaux adéquats d'alimentation et ne parvient sans doute pas à subvenir aux besoins de l'ensemble du ménage, des mains supplémentaires s'avèrent dès lors nécessaires, notamment les mains des enfants. Survivre au quotidien devient plus important pour les pauvres dans les pays en développement que garantir une éducation à leurs enfants, même si l'éducation fournit les moyens de combattre la pauvreté.

Chiffres relatifs au travail des enfants

- 218 millions d'enfants travailleurs âgés de 5 à 17 ans, selon l'OIT
- 69 pour cent des enfants travailleurs sont engagés dans l'agriculture contre 9 pour cent dans l'industrie
- 122 millions d'enfants travailleurs dans la région de l'Asie-Pacifique; 49,3 millions dans l'Afrique subsaharienne et 5,7 millions en Amérique latine et dans les Caraïbes

L'augmentation des prix des denrées alimentaires a représenté pour les consommateurs des pays en développement un coût de 680 milliards US\$ supplémentaires en 2008. Cette situation a poussé 130 à 155 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté.

Sans une alimentation adéquate, les enfants risquent de basculer dans la malnutrition et leur vie peut être mise en danger. La faim et une malnutrition aiguë peuvent avoir un impact négatif permanent sur la croissance physique et cognitive des enfants, dont ils ne se rétabliront jamais. L'UNICEF estime que la pauvreté est le principal facteur qui contraint les enfants à quitter l'école primaire – dont la majorité sont des filles¹¹. Et comme la pauvreté est en hausse, les perspectives pour les enfants ne sont guères réjouissantes. Le rapport le plus récent de la Banque mondiale sur les "Perspectives pour l'économie mondiale" révèle que l'augmentation des prix des denrées alimentaires a représenté pour les consommateurs des pays en développement un coût de 680 milliards US\$ supplémentaires en 2008. Cette situation a poussé 130 à 155 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté.¹²

Le travail des enfants peut être défini comme les activités qui privent les enfants de leur enfance et peuvent nuire à leur développement physique et mental¹³. Le travail des enfants revêt de nombreuses formes, notamment le travail domestique, les travaux agricoles, le travail dans l'industrie, le travail forcé ou le travail à petite échelle, les activités économiques non protégées. Il est essentiel d'éliminer toute forme de travail des enfants qui interfère avec la scolarité des enfants, les prive de toute scolarisation ou les contraint à abandonner prématurément l'école, car en fin de compte elle viole les droits fondamentaux des enfants. A plus long terme, aussi bien les individus que la société en bénéficieraient si les enfants avaient accès à une éducation au lieu de travailler pour un salaire de misère pendant leur enfance. Bien que la lutte contre le travail des enfants puisse s'avérer difficile, les syndicats sont engagés à défendre le droit à l'éducation comme moyen d'échapper à la pauvreté.

En effet, selon les derniers chiffres de l'OIT, le nombre d'enfants travailleurs âgés de 5 à 17 ans a reculé de 11 pour cent de 2000 à 2004¹⁴. Toutefois, en

Éthiopie

Selon l'UNICEF, les conditions de travail et de vie de la population en Éthiopie se sont aggravées à la suite des récentes sécheresses et hausses des prix alimentaires. Certaines familles pauvres sont contraintes d'envoyer leurs enfants loin de chez elles pour trouver du travail car elles ne disposent pas de moyens suffisants pour les nourrir. Cette situation est intolérable pour les enfants dans le monde entier. Il est estimé que 900.000 personnes à l'échelle mondiale, y compris 325.000 enfants en Éthiopie, ont besoin de toute urgence d'une aide alimentaire.

raison de la montée en flèche des prix alimentaires, et plus particulièrement des produits de base, les progrès accomplis jusqu'à présent risqueraient d'essuyer un important revers. La crise alimentaire a, sans aucun doute, aggravé le travail des enfants. Les enfants qui vivent dans les zones rurales fréquentent déjà beaucoup moins l'école que ceux des zones urbaines, principalement en raison d'une plus grande densité de pauvreté et d'une infrastructure d'éducation limitée¹⁵. Comme nous l'avons expliqué précédemment, les prix alimentaires élevés touchent principalement les pays en développement, où la plupart des familles pauvres urbaines et rurales sont des acheteurs nets d'aliments et consacrent 50 à 70 pour cent de leur budget à l'alimentation; une hausse des prix de 30 à 50 pour cent des produits alimentaires leur laisse dès lors une très faible marge de manœuvre. Une augmentation des revenus s'avère nécessaire si une famille souhaite éviter d'avoir faim à la fin de la journée ou de faire travailler ses enfants.

La manière la plus simple de laisser les enfants à l'école est de leur offrir un repas gratuit par jour – elle combat ainsi la malnutrition et s'est avérée être une des meilleures manières de garantir l'éducation pour les enfants pauvres¹⁶. "Un repas par jour" ou des repas scolaires encouragent les parents extrêmement pauvres à envoyer leurs enfants à l'école dans les pays en développement. Les enfants reçoivent une éducation gratuite et un repas décent, et la famille a ainsi une bouche de moins à nourrir durant la journée – une manière d'échapper à la pauvreté et d'obtenir un travail décent. Toutefois, lorsque les mains pour nourrir toute la famille ne sont pas suffisantes, le choix semble malheureusement clair pour de nombreuses personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté: faire travailler les enfants, souvent dans des conditions dangereuses, afin d'habiller et de nourrir toute la famille. A ce problème vient s'ajouter le fait que certains gouvernements dans les pays en développement ne peuvent plus se permettre d'offrir gratuitement « un repas par jour » en raison de la montée en flèche des prix alimentaire.

Le Programme alimentaire mondial (PAM), instigateur des programmes de repas scolaires, est fortement tributaire des contributions d'aide alimentaire des gouvernements. Et face à la menace de la crise financière et économique à l'arrière plan, les pays industrialisés pourraient à l'avenir réduire leurs contributions au développement. Si le budget du PAM reste inchangé l'année prochaine, les aliments à distribuer seront inéluctablement inférieurs compte tenu de l'énorme hausse des prix du riz et des céréales¹⁷. En fait, l'envolée des prix alimentaires est la raison pour laquelle les repas scolaires offerts à 450.000 enfants cambodgiens devront être suspendus à moins de trouver un financement supplémentaire¹⁸. Une aide alimentaire imminente est devenue prioritaire dans les régions où la famine et la crise humanitaire sont menaçantes. En l'absence d'un repas par jour à l'école, en raison des prix élevés des produits de base, la mesure d'incitation pour encourager les parents pauvres dans les pays en développement à laisser leurs enfants à l'école a disparu. Dans l'Afrique subsaharienne, les filles sont les premières à abandonner l'école, soit car leur famille ne peut se permettre de payer les frais scolaires, soit car elles doivent participer aux tâches ménagères.

Birmanie

Comme si le cyclone Nargis n'avait pas causé assez de dégâts à la suite de son passage catastrophique en Birmanie au printemps 2008. Les survivants du cyclone sont à présent confrontés à une autre catastrophe – les prix du riz ont augmenté de 100%, la viande de 66% et les poulets de 40%.

Tant l'UNESCO que l'UNICEF ont annoncé que la crise alimentaire mondiale constitue une menace à l'éducation en Afrique et que les familles pourraient arrêter d'envoyer leurs enfants à l'école pour les envoyer au travail¹⁹. Il est encore trop tôt pour disposer de statistiques officielles évaluant les chiffres réels d'abandon de l'école en raison de la crise alimentaire. Il semble clair, toutefois, que la montée en flèche des prix alimentaires qui empêche les parents de payer les frais scolaires, plusieurs repas par jour et de subvenir aux besoins de leur famille est à l'origine d'un accroissement du nombre d'enfants travailleurs. De plus, les enseignants faiblement rémunérés sont eux aussi gravement touchés par la hausse des prix alimentaires, ce qui a une incidence sur leur travail et contribue à affaiblir l'éducation.

2.3 UN NOUVEAU VISAGE DE LA FAIM

Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), nous assistons à un changement radical de la nature de la faim: "Ce n'est pas une question de disponibilité, comme dans le cas d'une situation de sécheresse, mais bien d'accessibilité, qui touche en particulier les populations qui sont tributaires des marchés."²⁰ Dans certaines parties du monde, il n'est guère question de manque d'aliments mais plutôt d'un effondrement du pouvoir d'achat qui est à l'origine de la faim. Les aliments sont disponibles, mais la population ne peut se permettre d'en acheter, ni même le PAM, alors qu'il doit nourrir plus de personnes qu'il y a un an à peine.

Nombre des personnes les plus touchées sont les petits exploitants agricoles pauvres dans les zones rurales et urbaines en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Josette Sheeran, directrice exécutive du PAM, a annoncé que la crise est totalement différente de celles que le monde a connues auparavant. Des demandes d'aide alimentaire sont soumises simultanément dans de nombreux pays différents, dans des régions qui ne sont généralement pas touchées par la famine, explique-t-elle. Et la crise sévit différemment en fonction des revenus. Pour les personnes qui disposent d'un revenu moyen, l'explosion des prix alimentaires peut entraîner une diminution des soins de santé et de l'épargne-retraite; pour ceux qui vivent avec 2 US\$ par jour, la hausse des prix implique une réduction de la consommation de viande et l'abandon de l'école pour les enfants; et pour ceux qui vivent avec moins de 1 US\$ par jour, la montée en flèche des prix alimentaires implique une alimentation dépourvue de viande et de légumes, composée uniquement de céréales. Et pour ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté avec moins de 50 cents par jour, la situation s'avère catastrophique²¹. Si les pays en développement étaient restés des exportateurs nets de produits alimentaires, ils auraient pu tirer profit de la hausse des prix alimentaires. Cette crise s'explique en partie par le fait que la libéralisation du commerce international a transformé un grand nombre des économies d'exportateurs nets en importateurs nets de produits alimentaires. C'est pourquoi, les pays en développement paient à présent le prix fort.

En procédant à une révision de ses récentes statistiques concernant le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté, la Banque mondiale estime qu'une personne sur quatre dans les pays en développement, contre une sur six selon les estimations antérieures, vit dans la pauvreté²². Ces estimations

L'histoire se répète-t-elle?

En 1984-85, la famine en Éthiopie a fait un million de morts. La crise humanitaire est devenue incontrôlable en raison d'une grave sécheresse, de la guerre civile et de la lenteur de l'aide des gouvernements donateurs.

La même région en Afrique sera-t-elle frappée de plein fouet par la hausse des prix alimentaires? Il est à espérer que non, mais une aide humanitaire est requise pour des millions de personnes. La terre est plus sèche que jamais, et les agences donatrices ont besoin de soutien financier pour obtenir suffisamment d'aliments, dont les prix ont augmenté, en vue de combattre la famine.

ont été établies avant l'explosion des prix alimentaires qui a plongé 130 à 155 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté²³. L'augmentation du nombre de personnes pauvres dans le monde entier reflète clairement l'impact de la montée en flèche des prix alimentaires puisque la planète se peuple de nouvelles bouches à nourrir – 1,4 milliard de personnes vivent avec moins d'1,25 US\$ par jour. Comme le soulignait le groupement Global Unions dans une déclaration présentée aux Institutions financières internationales à l'occasion de leurs réunions annuelles à Washington en octobre 2008, l'aide alimentaire d'urgence n'a pas encore atteint tous les pays qui en ont cruellement besoin²⁴. La Banque mondiale a octroyé une aide ou un soutien d'urgence à quinze pays et le FMI à douze pays; toutefois, 72 pays au total ont été gravement touchés par l'escalade des prix alimentaires et des combustibles en 2008. Le montant de l'aide octroyée par la Banque mondiale s'est chiffrée à 9 millions US\$ en moyenne par pays et les prêts du FMI à 19 millions US\$ pour une période de trois ans, qui est loin d'être suffisante pour nombre de gouvernements pour faire face à l'incidence de la crise sur leurs citoyens.

La sécheresse aggrave une situation déjà catastrophique

Il est clair que la situation actuelle n'est pas seulement liée à l'accès; dans de nombreux pays, elle est liée à la disponibilité inadéquate causée par les récoltes déficitaires, les conflits et les prix élevés. La sécheresse qui sévit dans de nombreuses régions de la Corne de l'Afrique (composée de sept pays: Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Somalie, Soudan et Ouganda) risque de pousser l'ensemble de la population au bord de la famine. Selon les chiffres récents du PAM et de la FAO, 17,5 millions de personnes dans la région ont besoin d'aide alimentaire d'urgence²⁵. Pratiquement aucune chute de pluie n'a été enregistrée dans la région en 2008, et les agriculteurs dont les récoltes dépendent uniquement de l'eau sont au bord de la catastrophe. La pluie permet normalement deux saisons de plantation: de février à avril, et d'août à novembre. Toutefois, les chutes successives de pluie saisonnière mettent à présent en danger les moyens d'existence de millions de petits exploitants agricoles africains. Dans le même temps, ils sont confrontés à la montée en flèche des prix alimentaires qui les empêche de payer en liquide l'achat de semences, d'eau ou d'engrais.

En Éthiopie, 12 millions de personnes sont touchées par la sécheresse, causant l'escalade de la crise humanitaire. Des rapports mettent en exergue une forte insécurité alimentaire et la montée en flèche des taux de malnutrition en raison d'une diminution de la production des cultures. Pour un Éthiopien pauvre qui reçoit du PAM une subvention mensuelle en espèces de 30 birr éthiopiens (approximativement 2 €) et se rend au marché local pour s'approvisionner en vivres, son expérience peut s'avérer décevante. Selon le PAM, un quintal (soit 100 kg) de maïs qui coûtait 150 birr (11 €) en 2007 coûte à présent 600 birr (44 €)²⁶. Toutefois, la population n'est pas la seule à devoir acheter moins d'aliments avec ses moyens, puisque le PAM et le gouvernement éthiopien ont aussi été contraints de réduire les rations mensuelles aux bénéficiaires de céréales de 15 à 10 kilos en raison des prix élevés. La situation dans les autres pays en Afrique orientale n'est guère meilleure. En Somalie par exemple, la situation alimentaire est dramatique à la suite des trois cultures déficitaires

consécutives, aggravée par les conflits et l'hyperinflation. Selon de récentes estimations, le nombre de personnes qui ont besoin d'aide humanitaire a augmenté de 77 pour cent depuis janvier 2008, soit 3,5 millions de personnes ou pratiquement la moitié de la population du pays²⁷.

La question de la sécurité alimentaire doit être sérieusement abordée par les gouvernements et les organisations d'aide. Il est nécessaire que les familles et les travailleurs dans toutes les régions aient régulièrement accès aux aliments. Pour eux, une sécurité alimentaire implique une disponibilité des aliments près de leur domicile pour tous les membres du ménage sur base annuelle. Si les agriculteurs, les travailleurs ou les familles pauvres ne peuvent cultiver la quantité, la qualité et la variété d'aliments nécessaires pour éviter des maladies et la malnutrition, cette situation se caractérise par une "insécurité" alimentaire. En fait, le nombre de personnes qui souffrent d'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne a augmenté de plus de 26 pour cent depuis le début des années 1990²⁸. La communauté mondiale, les dirigeants mondiaux, les ONG et les syndicats doivent défendre le droit à l'alimentation qui doit être reconnu comme un droit humain fondamental, afin d'empêcher que cette crise ne se reproduise dans le futur.

2.4 ÉMEUTES ET AGITATIONS EN RAISON DE LA HAUSSE DES PRIX

Les émeutes, manifestations et morts dans plus de 30 pays en raison de la hausse des prix alimentaires ont été couverts par les médias durant une grande partie de l'année 2008²⁹, reflétant clairement le désespoir – un cri au secours de milliers de ménages pauvres, sans terre et dont les femmes sont souvent à la tête.

En Haïti, les troubles sociaux et les émeutes ont envahi les rues de Port-au-Prince en avril 2008. Six personnes sont décédées durant le chaos et le Premier ministre, Jacques-Edouard Alexis, a été destitué par le parlement haïtien – en raison de la hausse des prix alimentaires à l'échelle mondiale. Comment le désespoir peut-il envahir la population? Deux tiers approximativement des Haïtiens doivent survivre avec moins d'un demi-dollar par jour, et quelque cinquante pour cent sont sous-alimentés³⁰. Le pays est presque entièrement tributaire des importations d'aliments, devenant ainsi vulnérable aux fluctuations des prix alimentaires. Alors que ce pays était pratiquement autosuffisant en riz il y a trente ans³¹, son agriculture domestique est quasiment inexistante à présent, et la déforestation et la dégradation du sol se sont étendues à la suite des changements climatiques et des phénomènes météorologiques extrêmes, notamment les ouragans et les inondations qui s'ensuivent. Les agriculteurs ruraux doivent migrer vers les zones urbaines et les bidonvilles étant donné que la terre ne peut plus nourrir ses travailleurs. Les enfants sont contraints d'abandonner l'école dans la mesure où leur famille, qui gagne sa vie avec l'agriculture de subsistance, ne peut se permettre de les nourrir, et encore moins de payer les frais scolaires. La dure réalité à Port-au-Prince fait que les gâteaux de boue soient devenus le régime de base de la population qui tente de se remplir l'estomac – les gâteaux de boue sont un mélange d'argile et d'eau, loin de constituer un régime nourrissant³².

Panama

Une grève a été lancée, en août 2008, par le mouvement syndical pour réclamer le droit à une vie décente et protester contre la politique néolibérale du gouvernement. L'inflation ayant atteint 9,6% en juillet 2008, le travailleur moyen a dès lors des difficultés à s'offrir des denrées de base et des soins de santé.

Côte d'Ivoire

Une grève générale de 48 heures a été lancée les 17 et 18 juillet 2008 par l'UGTCI (Union générale des travailleurs de Côte d'Ivoire), à laquelle ont pris part plus de 20.000 travailleurs/euses, pour protester contre les récentes hausses des prix des aliments et du pétrole, et pour exiger des augmentations salariales ainsi qu'une diminution des prix du pétrole et des aliments de base. Le gouvernement n'est pas parvenu à traiter cette question sérieusement, même si, au cours des protestations antérieures en avril 2007, une personne avait trouvé la mort dans des manifestations et plus de dix avaient été blessées.

Des émeutes et des grèves ont éclaté en Egypte au printemps 2008, qui tirent leur origine dans le pain subventionné. Quelque 50 millions d'Egyptiens pauvres sont tributaires du pain bon marché; à la suite de l'augmentation de la demande provoquée par l'envolée des prix du blé, l'Etat n'a pas été en mesure de subvenir aux besoins de la population démunie. Des affrontements et bagarres ont éclaté aux portes des boulangeries, et la police a dû intervenir pour calmer les manifestants – mais quelque 100 personnes ont été blessées. En vue d'atténuer davantage les tensions, le gouvernement a en fait octroyé une augmentation des salaires de 30 pour cent pour tous les travailleurs du secteur public à compter de juillet 2008, pour seulement annoncer, quelques jours plus tard, une hausse de 35 pour cent des prix des denrées alimentaires³³.

La hausse extrêmement rapide des prix des aliments, tels que les céréales, le riz, le blé et les graines, durant 2007-2008, constitue un défi majeur pour les dirigeants mondiaux. La sécurité alimentaire doit être garantie à tous, quels que soient la démographie ou les revenus. Les manifestations massives, les troubles sociaux et les émeutes dans le monde entier dénotent clairement les protestations et doivent être pris au sérieux. Certains syndicats exercent leur droit de liberté syndicale pour exprimer leur mécontentement face à la flambée des prix alimentaires, ayant des difficultés à pourvoir aux besoins de leur famille en raison de la stagnation des niveaux de salaires. Trop souvent, les droits des travailleurs et des travailleuses sont bafoués et ceux-ci/celles-ci n'ont pas le droit de protester contre les bas salaires et les prix élevés.

2.5 ACTIONS SYNDICALES VISANT À LUTTER CONTRE LA CRISE ALIMENTAIRE

Les travailleurs/euses aux quatre coins du monde ont été contraint(e)s de prendre des décisions difficiles, que ce soit pour réduire les aliments, joindre les deux bouts ou décider s'ils/elles peuvent payer les soins de santé et envoyer leurs enfants à l'école. Un grand nombre d'entre eux/elles ont exercé leur liberté d'expression et leur droit de se réunir à travers leurs syndicats – un appel à l'action indispensable.

Ce ne sont pas les manifestations, grèves et actions des travailleurs/euses et de leur syndicat qui manquent dans le monde entier. La carte du monde voir pages 28-29) illustre les actions menées par les syndicats pour confronter les gouvernements et les responsables politiques à la dure réalité des populations qui essaient de joindre les deux bouts tout en faisant face à la hausse des prix.

Actions menées par les syndicats africains

La situation des travailleurs/euses au Burkina Faso s'est avérée particulièrement dure et une grève de trois jours pour protester contre "une vie trop chère" a été lancée, en mai 2008, parmi les employés des secteurs public et privé, les enseignants, les étudiants et les commerçants. Des syndicats ont récemment protesté vigoureusement contre une nouvelle hausse des prix des combustibles annoncée par le gouvernement. En une semaine, le prix du pétrole dans la capitale Ouagadougou est passé de 1,02 € (670 CFA) à 1,10 € (720 CFA), une augmentation réelle de 7,46 pour cent, alors que le prix du gasoil est passé de 0,92 € (603 CFA) à 1,06 € (695 CFA), soit une hausse de 15,26 pour cent³⁴.

Sénégal

La Confédération nationale des travailleurs du Sénégal (CNTS) a informé que certaines grèves et manifestations contre la hausse des prix ont donné lieu à des émeutes, au cours desquelles la police a utilisé des gaz lacrymogènes contre les participants dans les rues.

On estime à 130.000 les travailleurs/euses qui ont participé à une grève en mai 2008 convoquée par les syndicats (CNTS, CSA, UDTs et UTS) pour réclamer des augmentations salariales, la réduction des prix des aliments de base et l'augmentation de l'âge de la retraite de 55 à 60 ans dans le secteur privé. Bien que la CNTS ait essayé jusqu'à présent de négocier avec les autorités, les prix des aliments de base n'ont pas diminué.

Ces augmentations, conjuguées à une hausse excessive des prix des aliments de base, ont entraîné une diminution significative du pouvoir d'achat des travailleurs/euses dans la mesure où aucune augmentation salariale ne s'en est suivie. Afin de contrebalancer les actions du gouvernement, les syndicats au Burkina Faso et dans d'autres pays ont formé la Coalition nationale contre la vie chère en vue de demander des augmentations salariales, une diminution des taxes et des prix. Le gouvernement a jusqu'à présent suspendu tous les droits de douane à l'importation d'aliments de base de large consommation, et la taxe sur la valeur ajoutée de certains biens produits localement a été supprimée³⁵. Toutefois, la situation sociale demeure intolérable, les syndicats se battent et considèrent que le gouvernement du Burkina Faso n'a pas répondu à la crise de manière satisfaisante. Le mouvement syndical espère voir de meilleurs résultats et conditions de travail pour ses membres dans le cadre des prochaines négociations entre le gouvernement et les syndicats. Dans l'intervalle, les syndicats sont prêts à intervenir au cas où de nouvelles manifestations seraient convoquées.³⁶

L'Afrique du Sud a été témoin de grèves massives organisées par le COSATU³⁷ (Congress of South African Trade Unions – Congrès des syndicats sud-africains) le 6 août 2008 pour faire part de son mécontentement à la suite des hausses des



Photo: Miriam Mannak

prix des aliments et des combustibles. Des milliers de personnes ont envahi les rues de Pretoria (ainsi que dans 17 autres villes). Les manifestations tirent leur origine dans la hausse des prix des aliments, des combustibles et de l'électricité, qui touche fortement 43% de la population qui vit en dessous du seuil de pauvreté. Au cours de la période comprise entre mai 2007 et mai 2008, les prix alimentaires en Afrique du Sud ont augmenté dans l'ensemble de 16,8 pour cent et les prix des combustibles de 35,6 pour cent, alors que les revenus par habitant ont augmenté de 12 pour cent³⁸.

Le Zambian Congress of Trade Unions (ZCTU – Congrès des syndicats de Zambie) a appelé son gouvernement à garantir une sécurité alimentaire et, à cette fin, à honorer sa dernière promesse de promouvoir davantage le secteur agricole en fournissant des engrais à temps aux nombreux/euses travailleurs/euses qui dépendent du programme subventionné par l'Etat. Les travailleurs/euses zambien(ne)s sont touché(e)s par les Programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale qui sont à l'origine d'une réduction des dépenses sociales, des salaires réels et des pertes d'emploi massives, dont est largement victime 80 pour cent de la population qui vit dans la pauvreté absolue³⁹. Le ZCTU considère que tant le gouvernement que la société civile dans son ensemble doivent collaborer dans ses efforts pour éradiquer la

Niger

L'Union des syndicats des travailleurs du Niger (USTN) a tenté, depuis 2005, d'exhorter son gouvernement à prendre conscience des tendances croissantes vers « des moyens de subsistance plus élevés ». 63 pour cent de la population du Niger vit dans l'extrême pauvreté, et l'USTN demande que des actions immédiates soient menées par les gouvernements et la communauté internationale pour empêcher une catastrophe sans précédent.

Iraq

La Fédération des conseils et syndicats des travailleurs de l'Iraq a protesté contre la décision du ministère des Finances de réduire les salaires des travailleurs employés dans le secteur public. Une telle réduction de revenus déjà bas aggravera considérablement les conditions des travailleurs et de leur famille.

pauvreté, garantir une sécurité alimentaire et une croissance agricole durable. Selon les syndicats au Bénin⁴⁰ et ses travailleurs/euses, l'inflation dans le pays est disproportionnée. En juillet 2008, ils sont partis en grève pour exprimer leur mécontentement face au manque de volonté du gouvernement pour faire face à la perte du pouvoir d'achat des travailleurs/euses. En août 2008, des milliers de travailleurs/euses des secteurs privé et public ont manifesté devant le ministère de l'Economie et des Finances à Cotonou pour réclamer des solutions afin de faire face à la hausse des prix des aliments de base, par exemple le gel des prix, et une augmentation des salaires en vue d'assurer une vie décente.

La situation en Mauritanie s'est avérée chaotique depuis le coup d'Etat en août 2008. Pour les travailleurs/euses dans ce pays, la pauvreté s'est aggravée et les prix élevés des aliments de base continuent de réduire les moyens de subsistance de milliers de personnes. Les manifestations syndicales contre la détérioration de la situation dans le pays et pour exprimer la préoccupation face aux inégalités croissantes dans le pays ont été réprimées par les forces militaires commanditaires du coup⁴¹.

Au Zimbabwe, les prix des aliments de base sont montés en flèche jusqu'à atteindre des proportions sans précédent. Le Zimbabwe Congress of Trade Unions (ZCTU) a annoncé que les salaires des travailleurs/euses ne peuvent suivre le rythme d'augmentation des prix des aliments de base et des transports, et a affirmé que les prix des produits de base doivent atteindre à nouveau un niveau décent pour tous⁴².

Graves difficultés en Asie et au Moyen-Orient

Les travailleurs/euses en Asie ont également été touché(e)s par l'escalade des prix des aliments. La confédération syndicale japonaise RENGO exhorte actuellement son gouvernement à entreprendre des actions contre les prix exorbitants des produits de base en adoptant des mesures économiques d'urgence. Les ménages pauvres devraient bénéficier d'une réduction de l'impôt sur le revenu afin d'enrayer la baisse du revenu réel, et l'augmentation "temporaire" du taux d'imposition pour l'essence devrait être supprimée. A plus long terme, RENGO propose que le gouvernement japonais envisage des mesures d'économie d'énergie et de ressources visant à réduire la consommation de produits, tels que le pétrole. La production locale de denrées agricoles devrait être renforcée afin d'améliorer le taux d'autosuffisance alimentaire au Japon⁴³. RENGO a organisé une manifestation contre les prix élevés des aliments à Tokyo, en août 2008.

Des manifestations contre l'inflation galopante ont eu lieu en juillet 2008 à Lahore, Pakistan. Des syndicalistes du Syndicat des travailleurs des centrales hydroélectriques de la WAPDA ont demandé des augmentations salariales afin de faire face à la hausse des prix des aliments et de l'énergie. Les dirigeants syndicaux ont demandé que les prix des produits de base soient contrôlés et que des indemnités soient versées aux nombreuses personnes qui sont au bord de la famine. La Pakistan Workers Federation (Fédération des travailleurs du Pakistan - PWF) a exprimé son mécontentement contre le manque de volonté du gouvernement pakistanais de geler le coût des produits alimentaires de

Barbade

Le Barbados Workers' Union (Syndicat des travailleurs de la Barbade) a exhorté son gouvernement à travers le Congress of Trade Unions and Staff Associations of Barbados (Congrès des syndicats et des associations de travailleurs de la Barbade - CTUSAB) à investir davantage dans l'agriculture, afin de mettre fin au retrait de terres de l'agriculture et de soutenir la production alimentaire, en garantissant ainsi une sécurité alimentaire. En outre, les syndicats ont recommandé d'augmenter le crédit d'impôt destiné à aider les personnes qui gagnent moins de 15.000 dollars de la Barbade par an. Le gouvernement de la Barbade a écouté les syndicats et a intégré un certain nombre des mesures précitées dans sa proposition budgétaire pour 2009.



Travailleurs pakistanais protestant contre les prix alimentaires élevés, août 2008. Photo: PWF www.pwf.org.pk

base lors d'une "journée de protestation" dans le pays, le 6 août 2008.

La Confederation of Mongolian Trade Unions (Confédération des syndicats de Mongolie - CMTU) informe qu'une détérioration significative des conditions de vie des travailleurs résulte de la hausse des prix des aliments et des combustibles. En août 2008, les prix du pétrole et des combustibles ont augmenté de 36 pour cent, le prix de l'électricité de 7 à 11 pour cent, le chauffage de 39 pour cent, la viande de 27 pour cent et le riz de 46,3 pour cent. Pour un travailleur à faible et moyen revenu en Mongolie, joindre les deux bouts est devenu difficile dans la mesure où les augmentations salariales n'ont pas suivi.

Les travailleurs du Congrès des syndicats de Malaisie (Malaysian Trades Union Congress - MTUC) ont également ressenti l'impact de la hausse récente des prix des aliments et des combustibles. Afin de contrecarrer le comportement des entreprises qui augmentent les prix des aliments de première nécessité sans justification, le MTUC a collaboré dans une campagne avec des ONG et des organisations de consommateurs demandant aux travailleurs de rester à distance de ces entreprises et distribuant 30.000 brochures. Un dialogue a été engagé avec le gouvernement malaisien pour lui demander de suivre de près les prix des produits de première nécessité et d'élever le niveau de vie de ces travailleurs dont les revenus sont inférieurs au seuil de pauvreté.

L'ensemble de la population au Sri Lanka a été touchée par la hausse des prix. Pour un travailleur moyen, qui lutte déjà pour joindre les deux bouts, la charge des coûts supplémentaires des produits alimentaires a été dévastatrice pour l'économie du ménage. Le prix du riz (aliment de base de la majorité de la population) est passé de 0,23 en moyenne (35 roupies sri lankaises) à 0,60 € (90 SLR). La hausse des prix du pétrole durant l'été 2008 a fait monter en flèche le prix d'un litre de combustible, qui est passé de 0,66 € (100 SLR) en 2007 au prix actuel de 1,04 € (157 SLR). Le prix de la poudre de lait a pratiquement doublé en un an; un paquet de 400 grammes coûtait 1,29 € (195 SLR) en 2007 alors qu'il coûtait 1,96 € en 2008 (295 SLR).

Belgique

Les syndicats belges (FGTB, CGSLB et CSC) ont protesté ensemble, en juin et en octobre 2008, contre une perte du pouvoir d'achat des travailleurs, en réunissant des centaines de milliers de manifestants dans tout le pays. Les syndicats se sont opposés à une hausse des prix des denrées alimentaires de pratiquement 8%, à une augmentation de 20% des prix de l'électricité et à une hausse de 50% du prix du gaz naturel.

La Fédération générale des syndicats de Jordanie (General Federation of Jordanian Trade Unions - GFJTU) a lancé une campagne destinée à améliorer la vie quotidienne de tous les travailleurs en Jordanie. Cette campagne vise à réviser le barème des salaires afin de refléter l'inflation récente et d'augmenter le salaire minimum pour tous les travailleurs et travailleurs migrants. La grande majorité de la main-d'œuvre ayant été touchée par la hausse des prix des aliments et des combustibles, la GFJTU exige que la réglementation sociale à l'échelle nationale commence par garantir un approvisionnement alimentaire adéquat et des salaires décents pour tous.

L'Europe est touchée par l'impact des prix élevés

Les travailleurs des pays d'Europe de l'Est sont également touchés par l'impact de la hausse des prix, en particulier en Russie où les prix des produits de base ont augmenté de 19,6 pour cent au cours des cinq premiers mois de 2008, selon les estimations de la Fédération des syndicats de Russie. Compte tenu de ce développement, la couche la plus pauvre de la population russe a des difficultés à survivre au jour le jour étant donné qu'elle doit consacrer 60 à 70 pour cent des revenus à l'alimentation.

En Ukraine, la Fédération des syndicats a mis en garde contre la hausse continue des prix des produits de première nécessité, tels que le pain, le lait, les oeufs, le beurre, les fruits et les légumes, ainsi que les transports publics, qui est à l'origine d'une inflation élevée et d'une diminution du pouvoir d'achat. La Fédération des syndicats d'Ukraine a proposé au Parlement une série de mesures effectives contre l'inflation en vue de renforcer la protection sociale des travailleurs les plus pauvres.

2.6 UNE MENACE POUR LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ont été fixés par les chefs d'Etat et de gouvernement en septembre 2000, lors du Sommet du millénaire des Nations unies. Ils constituent une série d'objectifs circonscrits dans le temps afin de lutter contre la pauvreté, l'analphabétisme, les maladies et la dégradation de l'environnement entre autres, d'ici à 2015. Depuis l'établissement des OMD, les éventuels progrès ont été évalués par les Nations unies, et certains avancements ont été réalisés. Selon le Rapport sur les Objectifs du millénaire pour le développement de 2007, la proportion de personnes dans le monde vivant avec l'équivalent d'un dollar par jour est passée de 32 pour cent (1,25 milliard en 1990) à 19 pour cent (980 millions en 2004), mais il est estimé que ce chiffre a augmenté d'au moins 100 millions de personnes en 2008 en raison de la hausse des prix des aliments⁴⁴. Toutefois, un plus grand nombre d'enfants dans les pays en développement fréquentent l'école; en fait, le taux d'inscription à l'enseignement primaire est passé de 80 pour cent en 1991 à 88 pour cent en 2005⁴⁵.

Toutefois, les progrès réalisés dans le cadre des OMD au cours des sept dernières années sont à présent menacés par la crise alimentaire mondiale⁴⁶. Les taux de santé maternelle et de mortalité infantile augmenteront probablement en raison d'un manque de produits alimentaires de base. Les familles n'enverront

plus leurs enfants à l'école en raison de la suppression des repas scolaires, et le taux de pauvreté dans les pays en développement risque d'augmenter à nouveau dès lors que les personnes doivent dépenser une plus grande proportion de leurs revenus à l'alimentation pour survivre. Selon le Rapport sur les Objectifs du millénaire pour le développement de 2008, il est peu probable que le nombre de personnes dans l'Afrique subsaharienne vivant avec moins d'1 US\$ par jour soit réduit de la moitié dans les délais prévus.

Objectifs du millénaire pour le développement

1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim
2. Assurer l'éducation primaire pour tous
3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
4. Réduire la mortalité infantile
5. Améliorer la santé maternelle
6. Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies
7. Préserver l'environnement
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

2.7 LES FEMMES, PRINCIPALES ACTRICES DE LA CRISE ALIMENTAIRE

Deux des huit OMD visent particulièrement les femmes, et dans de nombreuses régions du monde, les femmes ne sont pas seulement responsables du bien-être du foyer, mais également de la production agricole à petite échelle. Il est évident que les femmes participent à la recherche de la sécurité alimentaire étant donné que "70 pour cent des femmes actives économiquement dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier travaillent dans le secteur agricole et jouent un rôle central dans la culture, la transformation et la préparation d'aliments"⁴⁷.

En fait, selon les estimations, les femmes dans les zones rurales produisent plus de la moitié des aliments cultivés dans le monde entier. Il est essentiel de promouvoir l'égalité de genre et d'autonomiser les femmes afin d'inverser la situation de crise alimentaire. Cependant, la plupart des femmes ne sont même pas autorisées à posséder leur propre terre alors qu'elles sont les cultivatrices actives des récoltes dans de nombreuses régions. Selon une copublication de la Banque mondiale et de l'Organisation de coopération et de développement économiques 2008, la propriété foncière penche fortement vers les hommes; dans certains pays d'Amérique latine, 70 à 90 pour cent des terres agricoles est la propriété exclusive des hommes, et le même scénario est observé en Afrique subsaharienne⁴⁸, alors que les femmes produisent et transforment jusqu'à 80 pour cent des produits alimentaires dans les pays africains, tandis qu'en Asie du Sud et en Asie du Sud-Est elles représentent 60 pour cent de la production alimentaire⁴⁹.

Le PAM vise les femmes tant dans les projets d'urgence que de développement, dans la mesure où elles sont considérées comme fondamentales pour trouver la solution à la réduction de la faim et de la pauvreté⁵⁰. A cette fin, l'éducation

constitue un facteur majeur. Il ne s'agit pas seulement d'une question d'égalité; une éducation accrue pour les femmes augmenterait considérablement le rendement agricole, améliorerait la productivité et, à plus long terme, contribuerait à garantir la sécurité alimentaire mondiale. Toutefois, dans les régions rurales où la faim et la malnutrition sont plus généralisées, l'accès des jeunes filles et des femmes à l'éducation demeure très limité, en partie car elles ont plus de chances que les hommes de travailler et en partie aussi en raison de l'infrastructure insuffisante, selon l'OIT.

Carte du monde des pays tou

Afrique:

Benin
Burkina Faso
Burundi
République centrafricaine
Thad
Congo
République démocratique du Congo
Éritrée
Éthiopie
Guinée
Guinée-Bissau
Côte d'Ivoire
Kenya
Lesotho
Liberia
Mauritanie
Niger
Nigeria
Senegal
Sierra Leone
Somalie
Afrique du Sud
Soudan
Swaziland
Ouganda
Zambie
Zimbabwe

Moyen-Orient:

Afghanistan
Égypte
Iraq
Iran
Jordanie

Asie:

Bangladesh
Birmanie / Myanmar
Timor oriental
Japon
Malaisie
Mongolie
Népal
République populaire démocratique
de Corée
Pakistan
Philippines
Sri Lanka
Tadjikistan

Americas:

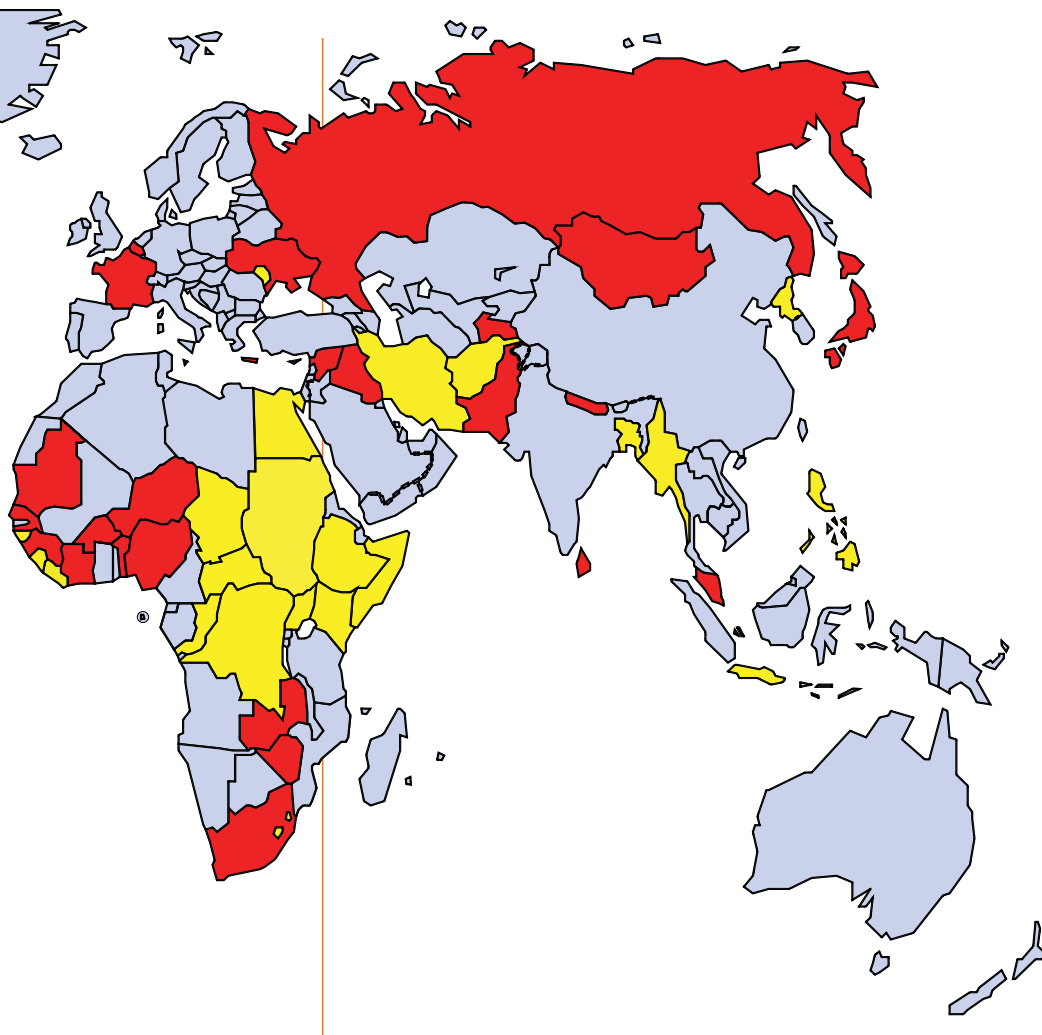
Barbades
Bolivie
Cuba
République dominicaine
Haïti
Mexique
Panama

Europe:

Belgique
Chypre
France
Moldavie
Russie
Ukraine



Touchés par la crise alimentaire



En rouge: manifestations et actions menées par les syndicats pour faire face à la crise alimentaire
En jaune: les pays où persiste la crise alimentaire

Source: FAO et CSI

Chapitre 3. S'attaquer aux causes profondes de la crise alimentaire

Le fait que des millions d'individus souffrent de la faim dans le monde n'est pas un phénomène nouveau, mais le nombre de personnes touchées par la dernière crise des prix alimentaires est plus élevé que jamais auparavant. Dans ce chapitre, nous nous efforcerons d'expliquer les facteurs à l'origine des prix exorbitants des denrées alimentaires, des carburants et de l'électricité. Après tout, aucun producteur proprement dit ne semble avoir profité de la hausse des prix alimentaires, ni non plus les travailleurs agricoles ou les petits exploitants. Cette situation est fort différente de celle du début des années 1980, lorsque les cours des produits alimentaires avaient connu une chute spectaculaire. À l'époque, la surabondance de matières premières agricoles avait provoqué des pertes de revenus considérables pour ceux qui les produisaient. Dès lors, pourquoi les travailleurs agricoles ne bénéficient-ils pas aujourd'hui de la hausse des produits de l'agriculture? C'est la question qui est posée dans ce chapitre dont les sections étudient les politiques internationales auxquelles ces prix élevés sont imputables, les mécanismes par lesquels la spéculation a poussé les prix des produits agricoles à la hausse, la domination des multinationales de l'agroalimentaire et l'incapacité à promouvoir l'agriculture à petite échelle, et les questions liées à la croissance démographique mondiale, au changement climatique et à la production de biocarburants.

3.1 LE RÔLE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

La Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) sont deux des acteurs les plus influents sur la scène mondiale pour ce qui est de la politique économique. Leurs stratégies affectent les populations du monde entier et la manière dont ils réagiront à la crise alimentaire sera décisive, à court comme à long terme. Or, plus on analyse la crise alimentaire, plus on s'aperçoit que ces institutions financières internationales (IFI) basées à Washington ont une grande part de responsabilité dans ses causes. La présente section examine le rôle de la Banque mondiale et du FMI sous l'angle du manque d'attention qu'ils portent au développement de l'agriculture depuis les années 1980, en Afrique en particulier, et l'influence qu'il a eue dans la crise alimentaire mondiale que nous connaissons actuellement.

3.1.1 Le rôle du Fonds monétaire international

En théorie, le FMI semble assez étranger à ce qui se passe dans le secteur agricole. Sa mission consiste à accorder des prêts à des pays confrontés à des problèmes de balance des paiements, cette aide financière devant leur permettre de stabiliser leur monnaie et de continuer à payer leurs importations et à assurer le service de leur dette. Depuis la crise de la dette des années 1980, le FMI joue un rôle majeur en octroyant à des pays en développement des prêts d'urgence assortis de programmes d'ajustement structurel aux

Le délaissement de l'agriculture locale et l'ouverture des frontières au commerce international ont eu des effets dévastateurs pour certains pays en développement le plus durement touchés par la crise des prix des denrées alimentaires.

conditions extrêmement rigides auxquelles ces pays doivent se soumettre pour pouvoir prétendre à l'intervention du FMI. Cependant, le FMI se distingue d'une institution de crédit conventionnelle en ce qu'il s'ingère dans la manière dont les pays gèrent leur économie. Pour obtenir le remboursement de la dette, le FMI peut contraindre des gouvernements à privatiser des services publics, à sabrer dans des programmes sociaux ou exiger la suppression de subventions en matière d'alimentation ou de transport ⁵¹. Il arrive que le pays emprunteur ne soit plus en mesure de développer son économie nationale à cause des conditions de remboursement extrêmement intrusives que lui impose le FMI.

S'agissant de l'agriculture, le FMI a exigé de certains gouvernements qu'ils contraignent leurs agriculteurs à abandonner la production de denrées alimentaires destinées à la consommation locale pour se tourner vers la culture de produits agricoles d'exportation afin d'aider le pays à rembourser sa dette. Parmi les autres politiques appliquées par le FMI pendant les trente dernières années figurent le soutien aux mécanismes du marché par opposition à la réglementation, la privatisation des entreprises agricoles publiques et la libéralisation des importations au détriment de la production locale. La Banque mondiale a souvent conditionné l'octroi de ses propres prêts à l'approbation d'un prêt du FMI, accentuant ainsi la pression sur les gouvernements.

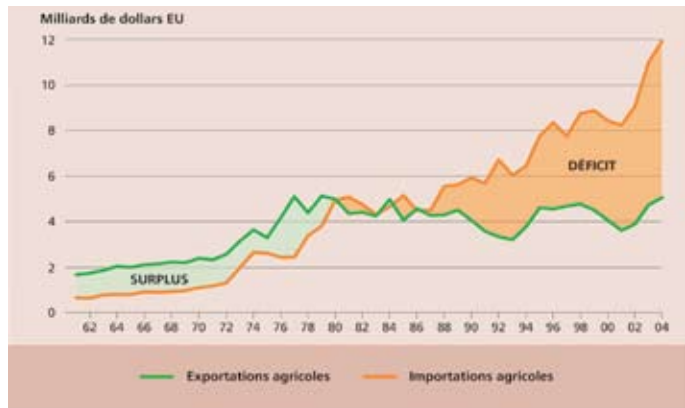
Le délaissement de l'agriculture locale et l'ouverture des frontières au commerce international ont eu des effets dévastateurs pour certains pays en développement le plus durement touchés par la crise des prix des denrées alimentaires. Les Philippines – autrefois en situation d'autarcie pour la production rizicole – est devenue un importateur net du fait de la suppression des mesures d'incitation et des aides de l'État. Le Cameroun a supprimé ses subventions à la production rizicole en 1994 sous la pression du FMI et de la Banque mondiale et, entre 1999 et 2004, les importations de riz dans le pays ont plus que doublé, passant de 152.000 à 301.000 tonnes par an. Enfin, les importations de riz du Népal sont passées de 24.500 tonnes en 1999 à 195.000 tonnes en 2000 ⁵². Les exemples sont légion et tendent à démontrer que les politiques poursuivies par les IFI ont compromis la sécurité alimentaire des populations des pays en développement.

Devant l'escalade des prix des denrées alimentaires, le FMI a réagi en révisant son mécanisme de financement d'urgence à court terme pour pays à faible revenu (la Facilité de protection contre les chocs exogènes) afin de mieux les aider à faire face à des situations telles qu'un changement des prix des produits de base, et notamment les hausses des cours du pétrole ⁵³. Toutefois, la CSI et de nombreuses ONG ont fait part de leurs craintes du fait que la "nouvelle" Facilité de protection contre les chocs exogènes soit elle aussi assortie de pas mal de conditions ⁵⁴. En fait, ce changement n'apporte pas grand-chose de nouveau et il s'accompagne de conditionnalités d'ordre politique. Le FMI devrait laisser les pays déterminer eux-mêmes leurs choix en matière d'aides publiques, de politique commerciale et de filets de sécurité sociaux ⁵⁵. Plutôt que de prôner la libéralisation et l'austérité budgétaire, la CSI recommande que le FMI limite ses exigences au minimum afin d'éviter une répétition des erreurs politiques du passé.

3.1.2 Le passage de l'exportation à l'importation

Les importations de produits alimentaires dans les pays en développement ont augmenté de 115 pour cent entre 1970 et 2001. Cette évolution a eu pour effet de transformer leur excédent commercial alimentaire combiné de 1 milliard \$ en un déficit de 11 milliards \$. Une étude montre que les baisses des tarifs douaniers sur les importations de riz imposées par les accords commerciaux bilatéraux et les conditionnalités de prêt du FMI et de la Banque mondiale ont fait que des pays autrefois autosuffisants en riz sont devenus des importateurs nets⁵⁶. La population n'a aucun intérêt à être dépendante des importations de riz lorsque les cours montent en flèche, comme ce fut le cas entre mars 2007 et mars 2008, lorsqu'ils ont bondi de 74 pour cent. C'est d'autant plus grave que le riz constitue l'aliment de base de près de la moitié de la population mondiale.

Bilan du commerce agricole des pays les moins avancés



Source FAO: La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome, 2008

Le graphique qui précède, sur les balances commerciales agricoles des pays les moins développés, recoupe incontestablement les conclusions de la CNUCED lorsque celle-ci compare la facture des importations de denrées alimentaires des pays en développement entre 2002-2003 et 2007-2008. Sur cette période, les dépenses d'importation de l'Afrique sont passées de 6,5 milliards \$ à 14,6 milliards \$; en Asie, elles sont passées de 7 milliards \$ à 15,4 milliards \$ et, pour l'Amérique latine et les Caraïbes, de 0,3 milliard \$ à 0,7 milliard \$⁵⁷.

Il est à noter que l'excédent commercial des pays les moins développés n'a duré que jusqu'au début des années 1980, c'est-à-dire au moment où le FMI et la Banque mondiale ont commencé à appliquer leurs programmes d'ajustement structurel dans bon nombre de ces pays. Depuis, leurs déficits commerciaux n'ont cessé d'augmenter.

3.1.3 Des politiques de développement inadaptées - renoncer à des cultures vivrières locales pour des cultures commerciales pour l'exportation

À l'époque coloniale, de nombreux pays africains étaient largement autosuffisants; en réalité, ils étaient des exportateurs nets de produits

Au nom de la déréglementation et de la libéralisation, des gouvernements n'ont plus pu conserver des stocks régulateurs de céréales qui auraient pu atténuer considérablement les pénuries alimentaires que nous connaissons aujourd'hui.

alimentaires. Aujourd'hui, le continent africain importe 25 pour cent de ses denrées alimentaires. Les raisons de ce sous-développement généralisé du secteur agricole, actuellement en état de crise, sont nombreuses et on trouve parmi elles des catastrophes naturelles comme la sécheresse ou les inondations qui sont à l'origine de disettes et de famines qui se produisent de manière plus récurrente. Toutefois, cette situation s'explique partiellement par le fait qu'au cours des vingt à trente dernières années, le FMI et la Banque mondiale ont supprimé le contrôle étatique dans le cadre de leurs programmes d'ajustement structurel. Au nom de la déréglementation et de la libéralisation, des gouvernements n'ont plus pu conserver des stocks régulateurs de céréales qui auraient pu atténuer considérablement les pénuries alimentaires que nous connaissons aujourd'hui. Les politiques des IFI qui favorisent les multinationales de l'agroalimentaire et autres exportateurs en "ouvrant les marchés" ne se soucient pas de renforcer la production agricole nationale. Au lieu de cela, leurs politiques économiques imposent des conditions qui encouragent les pays en développement à privilégier les cultures destinées à l'exportation plutôt qu'à concevoir leur production en fonction des besoins du marché intérieur. Les investissements publics dans le secteur agricole ont été négligés pendant des années et maintenant, le monde en paie le prix.

Cette situation a incontestablement contribué à la pénurie de produits alimentaires de base destinés à la consommation intérieure. Le fait est que la disparition des stocks régulateurs a privé de nombreux pays en développement de la possibilité de nourrir leurs nécessiteux⁵⁸. C'est pourquoi le FMI et la Banque mondiale sont tout aussi responsables l'un que l'autre de ne pas avoir assuré une disponibilité alimentaire suffisante pour pouvoir nourrir les affamés dans le monde entier. Beaucoup de pays concernés envisagent maintenant de reconstituer des stocks régulateurs de céréales afin de protéger leurs citoyens contre les pénuries et les brusques fluctuations de prix.

3.1.4 Une levée de boucliers contre les politiques iniques du FMI et de la Banque mondiale

En 2007 au Mexique, des manifestations dirigées contre une hausse de 60 pour cent du prix des tortillas a fait descendre dans la rue 75.000 personnes dont beaucoup de syndicalistes et de fermiers⁵⁹. Dans un pays où la tortilla constitue l'aliment de base de la majorité de la population, cette hausse fulgurante des prix ne pouvait que provoquer des désordres dans une population laborieuse qui doit vivre en moyenne avec 4 \$ par jour. Finalement, le Président du Mexique a passé avec les principaux producteurs de tortillas et transformateurs de farine de maïs un accord informel qui plafonnait le prix de la tortilla à 78 cents le kilo. Les parties à cet accord étaient Archer Daniels Midland, premier producteur d'éthanol aux États-Unis et plus gros acheteur mondial de céréales, et le géant international de l'agroalimentaire Cargill qui, en finale, ont ainsi obtenu un prix bien supérieur aux 63 cents par kilo antérieurs à la crise tandis que les pauvres travailleurs mexicains devaient payer des prix gonflés artificiellement. En plus du contrôle des prix, le Président mexicain décida d'autoriser une importation d'urgence de plus de 800.000 tonnes de maïs des États-Unis pour faire face à la montée de la demande et à la hausse des prix. Décision étrange lorsqu'on sait qu'en 2006, son prédécesseur avait permis l'exportation de 137.000 tonnes de maïs⁶⁰.

République Dominicaine

La Confederación Nacional de Trabajadores Dominicanos (CNTD) a exhorté le Président de la République à résilier les accords de remboursement de la dette extérieure que son pays a négociés avec le FMI. La CNTD estime que les pouvoirs publics devraient plutôt soutenir davantage le secteur agricole domestique. Mais ce n'est pas possible actuellement à cause des remboursements dus aux institutions bancaires internationales et des conditions dont ils sont assortis et qui ébranlent la structure productive de l'économie dominicaine en général. En conséquence, le pays peine à exporter des produits agricoles plutôt que d'augmenter la production vivrière locale. Les organisations syndicales veulent siéger dans le Conseil de l'alimentation récemment créé par le gouvernement afin d'apporter leurs connaissances et leur savoir-faire pour contribuer activement à combattre la crise.

Pour bien comprendre cette "crise de la tortilla" et comment le pays est devenu importateur, il faut se rappeler les politiques que mènent les IFI. Le Mexique, comme beaucoup d'autres pays, a connu dans les années 1980 une crise de la dette et s'est tourné vers le FMI et la Banque mondiale pour leur emprunter de l'argent. La suppression des tarifs douaniers et de la réglementation de l'État est très vite devenue la contrepartie sans laquelle aucun prêt ne serait accordé⁶¹. Peu après l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) en 1994, le pays fut submergé de maïs nord-américain fortement subventionné qui fit chuter le cours du maïs mexicain de moitié. Les paysans furent durement touchés par la libéralisation du commerce agricole, et encore plus lorsque le Mexique arrêta de subventionner la tortilla en 1999⁶².

Faisant fi des recommandations des institutions de Washington, plusieurs pays ont imposé des interdictions temporaires à l'exportation de certains produits agricoles pour tenter de protéger leurs populations et empêcher les prix du marché intérieur d'augmenter. En avril 2008, l'Inde a interdit l'exportation de riz autre que le riz basmati et, depuis lors, le Vietnam, la Chine, la Russie et l'Argentine notamment ont fait de même en interdisant l'exportation de blé et de soja⁶³. Ces interdictions temporaires frappant des produits d'exportation ont semé la panique chez les négociants importateurs craignant des ruptures d'approvisionnement⁶⁴. Or, pour une large part, ces gouvernements protégeaient la sécurité alimentaire en refusant d'exporter des produits de base alors que leurs populations souffraient de la faim. La plupart de ces restrictions à l'exportation ont entre-temps été levées.

Lorsqu'ils interviennent dans les pays en développement, le FMI et la Banque mondiale s'ingèrent souvent dans les détails de leur gestion, décidant que faire des réserves de céréales, supprimant les subventions et évacuant les questions relatives aux travailleurs⁶⁵. Pour illustrer les dégâts que peuvent faire les politiques du FMI, les encadrés qui suivent relatent les expériences de deux pays totalement différents – Haïti et le Malawi – tous deux tributaires des importations de produits alimentaires et dotés d'un secteur agricole fragile, jusqu'à ce que l'un d'eux résiste aux remèdes imposés par le FMI et trouve lui-même la solution à ses difficultés.

Malawi : de l'austérité imposée par les IFI à des excédents alimentaires records

En 1999, le gouvernement du Malawi a entamé un programme consistant à fournir gratuitement des engrais et des semences aux familles de petits fermiers. Le résultat fut une production excédentaire de blé. Cependant, la Banque mondiale prétendit que ce programme gouvernemental constituait une subvention et une distorsion des échanges commerciaux et devait par conséquent être supprimé. De son côté, le FMI exigea que le gouvernement du Malawi vende ses réserves de céréales pour rembourser sa dette commerciale. Le gouvernement accéda à ces demandes. Lorsque la crise alimentaire dégénéra en famine, en 2001-2002, le gouvernement du Malawi n'avait plus de réserves pour nourrir les affamés et on dénombra quelque 1.500 victimes mortes de faim. Lorsqu'une nouvelle crise alimentaire survint en 2005, le nouveau Président du Malawi décida d'agir à l'encontre des politiques défailtantes du FMI et de la Banque mondiale; il remit en vigueur les subventions pour la distribution de semences et d'engrais aux familles, qui furent suivies de récoltes records, d'une production de maïs excédentaire et le pays se retrouva exportateur de maïs pour d'autres pays d'Afrique australe. Depuis, le Malawi a vu sa production augmenter de 50 pour cent et, en 2007, il a exporté 300.000 tonnes de maïs au Zimbabwe. Le Malawi a obtenu ce résultat en faisant ce que font beaucoup de pays développés, c'est-à-dire en subventionnant les petits fermiers.

(Source : Premier ministre du Royaume du Lesotho, discours devant la Conférence internationale du travail, 97e Session, 11 juin 2008; Oxfam 2008 : "Des prix à double tranchant"; Walden Bello, Manufacturing a Food Crisis)

Haïti : de l'autosuffisance aux gâteaux de boue

Près des deux tiers des Haïtiens vivent de la petite agriculture de subsistance et sont de ce fait particulièrement vulnérables à la volatilité des prix qu'aggrave encore la déforestation à grande échelle du pays. Pourtant, il y a trente ans, Haïti suffisait pratiquement à ses besoins en riz. La production agricole locale fonctionnait bien et la population pouvait compter sur plusieurs repas corrects par jour. Aujourd'hui, le pays est le plus pauvre de l'hémisphère occidental et 80 pour cent de sa population vivent en-dessous du seuil de pauvreté, beaucoup ne subsistant qu'avec des "gâteaux de boue", un mélange d'argile et d'eau qui remplit les estomacs vides sans rien apporter sur le plan nutritionnel. Haïti dépend maintenant presque totalement des importations de denrées alimentaires des États-Unis.

Cette situation date des années 1980, lorsque Haïti a mis en place les programmes d'ajustement structurel recommandés par le FMI et la Banque mondiale, qui ont ouvert les marchés haïtiens aux importations de riz américain fortement subventionné tandis que le FMI interdisait à Haïti d'aider ses propres agriculteurs. En conséquence, le pays est devenu complètement dépendant des importations de produits alimentaires, incapable de nourrir sa population contrairement à ce qui se passait à peine dix ans auparavant.

(Source : CIA – The World FactBook: Haiti; Premier ministre du Royaume du Lesotho, discours devant la Conférence internationale du travail, 97e Session, 11 juin 2008; M. Jean-Claude Pierre, Ministre conseiller et Chargé d'affaires à la Mission permanente d'Haïti auprès de l'OMC, extrait du rapport "Les règles de l'OMC et la crise alimentaire dans les pays les moins avancés", CSEND, 17 juillet 2008)

La CSI et le groupement Global Unions s'inquiètent de ce que les politiques des IFI en matière de production et de prix alimentaires ne s'attaquent pas comme il faudrait aux causes fondamentales de la crise actuelle et ne répondent pas aux besoins des consommateurs et travailleurs à faible revenu du monde entier.

Diverses stratégies s'imposent pour réduire efficacement la pauvreté, notamment un travail décent pour les ouvriers agricoles et une réforme agraire pour les petits exploitants agricoles qui garantisse l'égalité hommes-femmes et restaure la capacité des pays en développement à assurer une production alimentaire soutenue.

3.1.5 Quelles leçons en tirer ?

Ces deux études démontrent clairement l'échec des politiques agricoles du FMI et de la Banque mondiale. En forçant des pays à abandonner une production agricole destinée à la consommation locale au profit de cultures d'exportation, elles ne permettent plus à un gouvernement de remplir sa mission qui est d'assurer la sécurité alimentaire de sa population en déterminant sa propre production et sa consommation. Le Malawi a fait valoir ce droit en finissant par s'opposer au FMI et à la Banque mondiale, mais il faut beaucoup de détermination de la part des dirigeants politiques et un certain degré de technologie agricole pour copier l'exemple du Malawi. Ce n'était pas possible pour Haïti à cause de l'instabilité politique et de la déchéance sociale régnant dans le pays et aussi d'un secteur agricole qui n'est plus que l'ombre de ce qu'il était. Les enseignements à en tirer est qu'il faut favoriser la production locale, l'agriculture à petite échelle, le développement du savoir-faire agricole et des transferts de technologies vers les zones rurales et, lorsqu'il le faut, réguler les importations et les exportations par le jeu des barrières douanières ou des subventions pour faire en sorte qu'un pays dispose de produits alimentaires en suffisance pour nourrir toutes les tranches de sa population plutôt que de devoir en importer à des prix exorbitants ⁶⁶.

La CSI et le groupement Global Unions ⁶⁷s'inquiètent de ce que les politiques des IFI en matière de production et de prix alimentaires ne s'attaquent pas comme il faudrait aux causes fondamentales de la crise actuelle et ne répondent pas aux besoins des consommateurs et travailleurs à faible revenu du monde entier. Les IFI persistent à décourager le recours aux subventions pour les produits alimentaires de base tels que le maïs, le riz et le blé, en prenant pour argument qu'elles ne sont pas correctement ciblées sur les pauvres uniquement. Elles préfèrent plutôt les transferts temporaires en numéraire au titre de l'aide d'urgence aux plus pauvres. Or, celle-ci rencontre de nombreux problèmes dus aux carences administratives de nombreux pays en développement, ce qui veut dire que l'aide n'arrive tout simplement pas à beaucoup de ceux auxquels elle est destinée.

Lorsqu'il réagit à la crise alimentaire, le FMI devrait favoriser davantage l'accroissement de la production agricole en offrant des prêts sans intérêt aux pays les plus durement touchés par l'explosion des prix des denrées alimentaires. Il faut une réduction et une stabilisation des prix alimentaires intérieurs pour que les gens reprennent confiance dans l'économie. Diverses stratégies s'imposent pour réduire efficacement la pauvreté, notamment un travail décent pour les ouvriers agricoles et une réforme agraire pour les petits exploitants agricoles qui garantisse l'égalité hommes-femmes et restaure la capacité des pays en développement à assurer une production alimentaire soutenue. Or, plutôt que de soutenir les efforts des pays en développement pour lutter contre la crise alimentaire, les IFI s'accrochent à leur conviction que la solution réside dans le libre échange. Les conséquences sont claires, comme le montrera la suite du rapport qui étudie le rôle de l'OMC.

L'investissement, la production durable et le travail décent sont les stratégies indispensables pour combattre la faim et la pauvreté.

3.2 LE SYSTÈME DU COMMERCE MONDIAL ET L'OMC

3.2.1 La nécessité d'un système d'échanges commerciaux équitables

Le système alimentaire mondial est complexe et difficilement compréhensible et cette section du rapport tente d'expliquer pourquoi le libre échange n'est pas la réponse à la crise alimentaire. En lieu et place, il faudrait plutôt repenser les politiques commerciales et financières et changer leur orientation en les éloignant des grandes multinationales de l'agroalimentaire qui ruinent l'agriculture locale à petite échelle et le système alimentaire en général. L'investissement, la production durable et le travail décent sont les stratégies indispensables pour combattre la faim et la pauvreté.

En juillet 2008, des ministres d'une trentaine de pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) étaient réunis à Genève dans le but de faire avancer les discussions sur les produits agricoles et industriels qui constituent les matières principales du cycle de Doha entamé fin 2001. Un clivage s'est très rapidement dessiné pendant les négociations entre pays développés et pays en développement. Les gouvernements de certains pays développés refusaient d'accepter le Mécanisme de sauvegarde spécial (MSS) qui permettrait aux pays en développement d'imposer des droits de douane sur les importations de produits alimentaires afin de protéger leur production locale et leurs consommateurs. Le fait que ce soit un problème lié à la production alimentaire qui ait fait capoter ces pourparlers est révélateur de l'importance de l'alimentation. En décembre 2008, lorsqu'ils reprirent de manière informelle, c'est une fois encore le MSS qui fut la cause principale de leur échec.

La fédération syndicale mondiale qui défend les intérêts des travailleurs du secteur agricole, l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation (UITA), dénonce depuis longtemps l'Accord sur l'agriculture de l'OMC conclu en 1994. D'après l'UITA, cet accord promeut un système basé sur la production industrielle à grande échelle, axé sur l'exportation, qui ne favorise pas le développement d'une capacité de production alimentaire domestique puisqu'il réclame la suppression des subventions par lesquelles les pays en développement protègent les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles ainsi que la production alimentaire locale⁶⁸. Cela a donné jusqu'à présent un système qui ne favorise guère une sécurité alimentaire mondiale dont on a cruellement besoin. De fait, une étude de l'IATP sur l'évolution du commerce agricole depuis l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'agriculture révèle que les hausses des importations de denrées alimentaires ont entamé la capacité des exploitants agricoles locaux et des pays à assurer la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté⁶⁹.

3.2.2 La prépondérance des multinationales de l'agroalimentaire – comment elles s'assurent des profits énormes

Au cours des dernières décennies ont été démantelés les obstacles à la structuration de la production alimentaire au plus grand profit des entreprises. Du fait de tendances monopolistiques, certaines contrôlent maintenant complètement le commerce de certains produits agricoles, depuis la chaîne

Des conditions de travail inhumaines dans une usine Cargill au Brésil

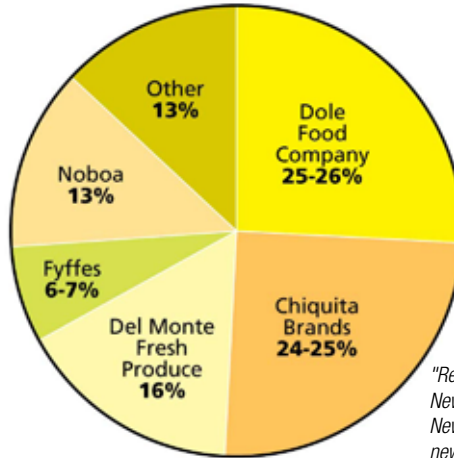
Tandis que Cargill amasse les bénéfices, les travailleurs d'une usine de transformation de volaille au Brésil vivent des conditions de travail dangereuses, parfois au risque de leur vie, et subissent une charge de travail excessive, des horaires de travail horriblement longs et des conditions antihygiéniques, tout cela pour atteindre un objectif d'abattage quotidien de 150.000 volailles destinées au marché nord-américain.

En novembre 2008, des tentatives pour négocier une convention collective se sont heurtées à l'opposition de la direction de l'usine et les travailleurs se sont mis en grève.

Source : IUF News, 17 novembre 2008 et 24 juillet 2007

Les bénéficiaires de la hausse des prix des denrées alimentaires ne sont ni les travailleurs agricoles ni les petits fermiers, ce sont en fait les grandes multinationales de l'agroalimentaire.

Commerce de la banane (part de la production mondiale)



"Reproduit avec l'autorisation de New Internationalist. Copyright New Internationalist. www.newint.org"

de production jusqu'au bout de la chaîne de distribution pour arriver jusqu'au consommateur. Quoi qu'il en soit la production est extrêmement structurée, au profit des multinationales mais pas des petits exploitants et producteurs, incapables de lutter contre les groupes agroalimentaires. Les producteurs ne sont guère organisés et beaucoup de pays en développement n'ont pas les infrastructures adéquates. De ce fait, des courtiers plus importants et mieux organisés sont mieux en mesure de vendre leur production⁷⁰. Les grandes fusions et les alliances stratégiques qui se produisent dans l'agroalimentaire empêchent les petits exploitants de tirer un profit décent de leurs produits.

Quatre-vingts pour cent du commerce mondial de céréales sont aux mains de deux entreprises seulement, Cargill et Archer Daniels Midland. Trois multinationales contrôlent 83 pour cent du marché du cacao, trois autres 85 pour cent du commerce mondial du thé et trois autres enfin 75 à 80 pour cent du marché mondial des pesticides⁷¹. De plus, cinq firmes contrôlent plus de 75 pour cent du commerce de la banane (voir illustration). En fait, les 30 plus grands groupes du commerce alimentaire de détail représentent un tiers des ventes de fruits et légumes⁷². Cette énorme concentration signifie qu'il est devenu plus facile pour les grandes entreprises d'accroître leurs bénéfices au détriment des petits exploitants et des consommateurs. Cette oligopolisation est dommageable pour le système alimentaire mondial parce que les multinationales ne font pas que dominer le marché agricole mondial, elles tirent aussi des profits substantiels de prix élevés à une époque où des millions de travailleurs du secteur de la production agroalimentaire ne peuvent pas se payer la nourriture qu'ils produisent. Les bénéficiaires de la hausse des prix des denrées alimentaires ne sont ni les travailleurs agricoles ni les petits fermiers, ce sont en fait les grandes multinationales de l'agroalimentaire.

Fin novembre 2008, Cargill, premier courtier en grains au monde, affichait un bénéfice net de 1,19 milliard \$ contre 954 millions pour l'exercice précédent, soit une progression de 25 pour cent. Pour les six premiers mois de 2008, il

Aucune sécurité d'emploi pour les travailleuses en Ouganda

L'industrie de la fleur coupée (en Colombie, au Kenya et en Ouganda en particulier) se caractérise par l'utilisation extensive de (jeunes) femmes pour des contrats saisonniers, l'utilisation intensive de pesticides, des problèmes d'élimination des déchets et une forte consommation d'eau.

En Ouganda, la floriculture emploie 70 pour cent de femmes mais n'offre pas de prestations ni de congés annuels. En tant que travailleuses occasionnelles et temporaires, les femmes échappent à la législation du travail qui s'applique au personnel saisonnier ou permanent, comme le congé de maternité, la sécurité sociale ou les allocations de chômage, et doivent survivre avec à peine 0,75 \$ par jour.

Source : FAO, OIT & UITA (2007) & CSI : Droits du travail internationalement reconnus en Ouganda (octobre 2006)



Cette illustration montre qui obtient quoi du prix de la banane. Produite dans le sud, la banane est vendue et consommée dans le nord; toutefois, plus de 90 pour cent du prix payé par les consommateurs du nord ne parviennent jamais au producteur du sud. Bien que ces chiffres datent de 1999, la situation ne s'est guère améliorée depuis.

Reproduit avec l'autorisation de New Internationalist. Copyright New Internationalist. www.newint.org

enregistrait un bénéfice de 2,68 milliards \$, c'est-à-dire 43 pour cent de plus que le 1,87 milliard \$ de la période correspondante de l'année précédente⁷³. Malgré la crise financière et l'extrême volatilité du marché des denrées alimentaires, Cargill semble avoir dépassé les prévisions et connaît sa meilleure année en termes de profit.

En novembre 2008, Archer Daniels Midland a également annoncé un bénéfice trimestriel net record de 1,05 milliard \$, en hausse de 138 pour cent par rapport à la même période de l'année précédente. Ses ventes nettes ont progressé de 65 pour cent pour atteindre 21,16 milliards \$ et le bénéfice d'exploitation sectoriel du trimestre a augmenté de 48 pour cent, passant de 797 million à 1,18 milliard \$ en un an⁷⁴. Nestlé, premier groupe alimentaire mondial, a connu des ventes records au cours des neuf premiers mois de 2008, un résultat bien supérieur aux attentes⁷⁵. Monsanto, numéro un mondial des semences génétiquement modifiées, a enregistré fin 2008 une progression de son bénéfice de 117 pour cent due principalement à une hausse de la demande de ses produits en Amérique latine⁷⁶. Dans le même temps, les paysans qui cultivent la terre supportent tous les risques de la production (comme les mauvaises conditions météorologiques qui détruisent les récoltes et la hausse des prix des intrants).

Des multinationales comme Cargill et Archer Daniels Midland produisent aussi en grandes quantités pour l'aide alimentaire américaine. La loi américaine impose que 75 pour cent de l'aide alimentaire américaine soient produits, transformés et conditionnés aux États-Unis. En 2003, Cargill et Archer Daniels Midland ont obtenu des contrats représentant un tiers du total de l'aide alimentaire fournie par les États-Unis⁷⁷. Cela signifie que le coût de la fourniture

L'investissement dans les indices des produits alimentaires a progressé de 13 milliards \$ en 2003 à 260 milliards \$ en mars 2008.

de cette indispensable aide alimentaire est nettement supérieur au coût du marché des produits alimentaires et du transport parce que le gouvernement américain est tenu d'attribuer des marchés d'approvisionnement à un nombre limité de firmes qui répondent aux critères nécessaires pour soumissionner, comme Cargill et Archer Daniels Midland. Cette politique ne profite qu'aux fermiers américains et aux entreprises américaines et affaiblit la production alimentaire locale. D'autres grands donateurs, comme l'Union européenne et le Canada, fournissent une aide en numéraire plutôt qu'en marchandises, ce qui veut dire que l'institution des Nations unies en charge de l'aide alimentaire, le Programme alimentaire mondial (PAM), peut acheter de la nourriture à des producteurs beaucoup plus proches du pays affecté et aider de la sorte les petits exploitants locaux et la production locale ⁷⁸.

Les efforts visant à doter les pays en développement d'une agriculture durable sont encore plus contrariés par les aides publiques offertes par les pays développés pour l'achat de semences, d'engrais, de pesticides et d'herbicides.

Le problème de fond du système alimentaire mondial est que les cultures locales, comme le manioc et le sorgho par exemple, ne sont pas demandées par les groupes agroalimentaires internationaux et que les exploitants locaux produisent par conséquent du café, du cacao, du thé, du coton et des fleurs et utilisent ensuite le produit de la vente à l'exportation pour acheter des denrées

"Profiter de la hausse des cours alimentaires"

En avril 2008, la banque belge KBC proposait à sa clientèle une assurance sur la vie liée à des fonds de placement qui investissaient dans les produits alimentaires en leur promettant des taux de rendement élevés. Le programme dépeignait le changement climatique, la pénurie d'eau et la dégradation des terres arables comme de grandes opportunités d'investissement. Cette publicité a attiré beaucoup d'attention et suscité de vives critiques de la part de politiciens et de syndicalistes belges. La banque a fini par retirer sa publicité. Elle a toutefois défendu sa position dans un communiqué de presse disant que les investissements dans les produits de base, qualifiés de "hedging", n'étaient pas rares et étaient déjà proposés par beaucoup d'autres institutions financières, quoique la banque présentât ses excuses pour le libellé de sa publicité.

L'investissement en question était lié à six grands produits alimentaires de base - le cacao, le café, le sucre, le blé, le maïs et le soja - dont certains sont essentiels à la survie de millions de pauvres dans les pays en développement. Depuis, le parti socialiste francophone belge a déposé au parlement une proposition visant à interdire la spéculation financière sur les denrées alimentaires. Aux côtés d'organisations prônant l'éthique et la solidarité dans les affaires d'argent¹, le syndicat belge Fédération générale du travail de Belgique (FGTB) et le parti socialiste francophone mettent en avant les objectifs suivants :

L'interdiction en Belgique des instruments financiers spéculatifs portant sur des produits alimentaires

- La promotion d'une réglementation européenne en la matière
- La mise en œuvre d'une taxe réduisant les opérations financières spéculatives

1 - *Netwerk Vlaanderen & Réseau Financement Alternatif*

Le marché serait enclin à croire que moins de réglementation du marché des matières premières engendre plus de profits, mais chaque point de pourcentage que prend le prix des produits alimentaires condamne 16 millions de personnes de plus à la famine.

alimentaires. L'autosuffisance alimentaire est considérée comme un concept dépassé dans une économie mondialisée. Ce paradoxe a comme résultat que les Africains "produisent ce qu'ils ne mangent pas et mangent ce qu'ils ne produisent pas". Le caractère pervers de cette politique apparaît dans le fait que beaucoup de pays en développement paient actuellement le prix fort pour des produits alimentaires importés alors que les multinationales de l'agroalimentaire engrangent des bénéfices records.

3.3 ÉVOLUTION FINANCIÈRE DU SECTEUR DES PRODUITS ALIMENTAIRES DE BASE

Depuis quelques années, la spéculation sur les produits alimentaires de base et les contrats à terme de denrées agricoles est devenue un facteur majeur des récentes hausses de prix. D'après l'UITA, l'investissement dans les indices des produits alimentaires a progressé de 13 milliards \$ en 2003 à 260 milliards \$ en mars 2008⁷⁹. En cinq ans seulement, l'investissement dans des fonds indexés sur les matières premières a été multiplié par vingt, une évolution incompréhensible au vu de son impact sur les prix alimentaires.

3.3.1 Comment les transactions spéculatives ont affecté les prix alimentaires

Bien que la hausse des cours des denrées alimentaires soit en partie imputable à la spéculation financière sur les matières premières, on peut difficilement en mesurer l'impact. Plusieurs éléments entrent en ligne de compte.

Bien que les marchés des produits de base aient été actifs depuis l'aube de l'agriculture moderne, ils étaient généralement réservés par la loi à des négociants, tels que fermiers et entreprises de transformation, tandis que les acteurs non commerciaux étrangers à l'industrie alimentaire étaient tenus à l'écart du marché des produits agricoles. Les États-Unis ont imposé pendant 75 ans une limite au commerce de certains produits agricoles de base tels que le maïs, le coton, le soja et le blé, afin de protéger le marché contre la spéculation et la manipulation des prix. Mais dans les années 1990, cette restriction au commerce spéculatif a été levée, suivie très rapidement d'une déréglementation du marché des produits agricoles, à l'image de ce qui s'est passé pour les marchés financiers. Une nouvelle déréglementation est survenue en 2000 quand ont été votés de nouveaux textes de loi permettant aux gros investisseurs de spéculer sur les contrats énergétiques à terme et en 2005, lorsque l'US Commodity Futures Trading Commission a relevé les limites sur les quantités de blé, de maïs, d'avoine et de soja que les courtiers pouvaient acheter ou vendre en une fois sur les marchés à terme⁸⁰. Entre 2000 et 2007, le cours du blé a augmenté de 147 pour cent au Chicago Board of Trade. Sur la même période, le prix du maïs a augmenté de 79 pour cent et celui du soja de 72 pour cent⁸¹. Le marché serait enclin à croire que moins de réglementation du marché des matières premières engendre plus de profits, mais chaque point de pourcentage que prend le prix des produits alimentaires condamne 16 millions de personnes de plus à la famine, comme l'a démontré l'UITA.⁸²

Depuis quelques années, des sommes considérables se sont déversées sur le marché des produits agricoles parce que des investisseurs (étrangers à

l'industrie alimentaire) tels que les fonds de pension ou fonds spéculatifs, sont à la recherche de placements de courte durée. Les fonds spéculatifs qui affluent dans le système sont un facteur d'augmentation des cours des denrées alimentaires de base telles que le blé et le maïs.

L'exemple suivant (voir encadré page 40), que rapporte la centrale syndicale belge Fédération générale du travail de Belgique (FGTB), illustre bien la pénétration du marché des produits agricoles par les investisseurs institutionnels et privés et comment leur influence est un des moteurs de l'hyper-inflation des cours des denrées alimentaires de base.

3.3.2 La financiarisation de l'alimentation

D'après la CNUCED, "l'envolée mondiale des prix des produits alimentaires est liée à l'instabilité et aux turbulences récentes sur les marchés financiers, hypothécaires et immobiliers mondiaux qui ont été déclenchées par l'effondrement, l'année dernière, du marché du crédit hypothécaire à haut risque aux États-Unis."⁸³. Achim Steiner, le Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), impute aux marchés d'investissement dans les matières premières la responsabilité des hausses démesurées des cours du premier trimestre 2008 en précisant que le marché recherche les opportunités et que, pour contrer les effets nocifs de la spéculation, une réglementation des matières relevant de l'intérêt public s'impose⁸⁴.

Avec la déréglementation du marché des produits agricoles de base, les courtiers en grains, dont le marché était relativement réduit dans le passé, se retrouvèrent sans moyens de lutter contre les investisseurs spéculatifs, ce qui entraîna en 2008 une fluctuation sans précédent des cours du blé et du maïs. Compte tenu de la situation désespérée des marchés financiers mondiaux, on peut difficilement formuler des prévisions pour les produits agricoles de base. Les investisseurs vont-ils commencer à vendre leurs contrats à terme de produits agricoles autrefois rentables pour éponger leurs pertes récentes et leurs mauvais placements ? Ou bien les cours des produits de base vont-ils se stabiliser et repartir à la hausse parce qu'ils sont jugés moins volatils que beaucoup d'autres investissements en ces temps incertains ? Rien n'est sûr, mais faute d'une reréglementation par la communauté internationale, d'autres errances des cours pourraient encore frapper le marché des produits agricoles.

Une récente étude de l'International Food Policy Research Institute (IFPRI) prédit que les prix des principales céréales vont augmenter sensiblement jusqu'en 2020, ce qui devrait provoquer une crise alimentaire plus profonde que celle de 2007-2008. L'explication réside dans la récession mondiale. D'après l'IFPRI, les gens vont consommer moins de nourriture à cause de la récession, mais cela signifie aussi un déclin de l'investissement et de la productivité agricoles résultant du ralentissement de la croissance économique⁸⁵.

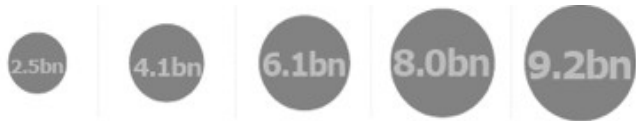
3.4 L'OFFRE ET LA DEMANDE

La population mondiale est en augmentation. En termes de sécurité alimentaire, ce n'est pas encore un problème mais, selon des statisticiens et des experts,

En fait, pour suivre le rythme de l'augmentation de la population humaine, il faudra, comme nous le verrons plus loin, produire pendant les 50 prochaines années plus de nourriture à l'échelon mondial que tout ce qu'on a produit pendant 10.000 ans.

nous pourrions rencontrer des difficultés à l'avenir. Lorsqu'elle croît à un rythme relativement lent, la production alimentaire doit nécessairement suivre, ce qui exerce des pressions sur l'accessibilité de ressources telles que l'eau. En fait, pour suivre le rythme de l'augmentation de la population humaine, il faudra, comme nous le verrons plus loin, produire pendant les 50 prochaines années plus de nourriture à l'échelon mondial que tout ce qu'on a produit pendant 10.000 ans⁸⁶. Cette pression planétaire va nécessiter un accroissement massif de la production et pourrait aussi entraîner la déforestation et une baisse de la fertilité des sols.

Croissance de la population mondiale



Source: ONU

D'après la Division de la population des Nations unies, cette augmentation de la population signifie que l'essentiel de la pression va s'exercer sur les 50 pays les plus pauvres du monde dont la population va plus que doubler, passant de 800 millions en 2007 à 1,7 milliard en 2050⁸⁷. Cela va probablement entraîner une détérioration de la situation actuelle et beaucoup de pays ne seront pas en mesure de fournir nourriture et logement en suffisance aux plus pauvres. Les défis seront nombreux si nous n'agissons pas rapidement.

3.4.1 Changements des habitudes

Les changements produits par l'augmentation de la population mondiale sont notoires dans deux grands pays, la Chine et l'Inde. D'après la Division de la population des Nations unies, ces deux pays représenteront 36 pour cent de la population mondiale et, d'ici 2025, il faut s'attendre à ce que l'Inde supplante la Chine en tant que pays en développement le plus peuplé⁸⁸. Tous deux connaissent aussi une forte croissance économique et leur PIB réel a progressé de 9 pour cent par an entre 2004 et 2006⁸⁹. Les changements survenant dans la structure des revenus et entre démographie urbaine et rurale en Inde et en Chine pourraient avoir des conséquences graves pour la production alimentaire et les habitudes de consommation. L'augmentation de la population implique de construire plus de routes, de villes, d'aéroports et de banlieues qui empiètent sur les terres agricoles; la croissance démographique a donc non seulement un impact sur les infrastructures, mais aussi sur l'environnement. Les effets produits sur les travailleurs par une croissance économique plus forte conduisent à l'urbanisation parce que les gens quittent les campagnes pour les villes où l'offre d'emplois est meilleure. On prévoit que, dans les trente prochaines années, 61 pour cent de la population mondiale habiteront en ville.

Des millions de Chinois et d'Indiens connaissent une croissance économique rapide et des revenus en hausse. Avec la hausse des revenus, les régimes alimentaires dans les pays en développement évoluent, les produits féculieux cédant la place aux produits de l'élevage tels que la viande et les produits

La faim est un problème de longue date et les dirigeants mondiaux doivent par conséquent rendre des comptes quant à leur promesse de garantir "de la nourriture pour tous".

laitiers⁹⁰. Lorsque la consommation de bœuf augmente, elle augmente aussi la pression sur les ressources; en effet, entre dix et treize mille litres d'eau et environ huit kilos de céréales sont nécessaires pour produire un kilo de viande de bœuf. C'est dans les pays développés qu'on consomme le plus de viande; chaque citoyen américain mange environ 125 kilos de viande par an et le Danois 146 kilos alors qu'à l'opposé, les Nigériens n'en consomment pas plus de 8,6 kilos par an et les Indiens à peine 5 kilos⁹¹. En revanche, l'évolution attendue des habitudes de consommation ne fait pratiquement aucun doute. En fait, la consommation de viande en Chine a augmenté de plus de 150 pour cent depuis 1985. Et une consommation accrue de viande signifie inévitablement une consommation accrue de céréales.

Parallèlement à l'apparition d'une classe moyenne en Chine et en Inde, les pays les moins avancés vont connaître eux aussi une croissance démographique. D'ici 2050, trois d'entre eux – Bangladesh, République démocratique du Congo et Éthiopie – seront parmi les pays les plus peuplés de la planète⁹². Cette évolution va encore compromettre la sécurité alimentaire dans ces pays et la demande nécessitera un développement accru de leurs secteurs agricoles pour que ces trois pays ne soient pas exclusivement dépendants des importations de denrées alimentaires, ce qui sous-entend une exposition extrême aux fluctuations des cours mondiaux.

3.4.2 Révolution verte

Dans les années 1960 s'est produite une transformation de l'agriculture qu'on a baptisée Révolution verte. En résumé, on entend par Révolution verte l'extension des terres cultivées afin d'obtenir deux moissons par an au lieu d'une seule et l'utilisation de semences améliorées par des procédés génétiques telles que de nouvelles souches à haut rendement. Alors que la transformation de l'agriculture a eu pour effet de creuser les inégalités sociales en favorisant les grandes exploitations et la monoculture à grande échelle et en réduisant fortement la biodiversité en Inde, les cultures céréalières à haut rendement ont par ailleurs permis de nourrir des centaines de millions de personnes dans les années 1960 et 1970 et contribué à faire de l'Inde un des principaux exportateurs de céréales.

Pouvons-nous compter sur une nouvelle Révolution verte? La faim est un problème de longue date et les dirigeants mondiaux doivent par conséquent rendre des comptes quant à leur promesse de garantir "de la nourriture pour tous". L'Évaluation internationale des sciences et technologies agricoles pour le développement (IAASTD) a publié un rapport international qui promet un nouveau secteur agroalimentaire durable. Contrairement à la "vieuse" Révolution verte, l'IAASTD s'efforce de répondre aux besoins des petits exploitants agricoles. Le rapport met en garde contre les effets à long terme méconnus des cultures génétiquement modifiées et les menaces que font peser sur les pratiques agricoles locales les prises de brevets sur les OGM⁹³. L'IAASTD propose entre autres des mesures d'incitation financière pour réduire la déforestation et préserver les habitats naturels afin de limiter le changement climatique⁹⁴.

Pour les syndicalistes, la lutte contre le changement climatique est inévitablement liée à la lutte contre l'injustice sociale.

La dualité des cultures génétiquement modifiées

Les partisans des cultures génétiquement modifiées affirment qu'elles peuvent fournir au monde entier une alimentation plus saine, produite de manière efficace et écologique. Certaines plantes transgéniques auraient des rendements plus élevés et seraient plus résistantes à la sécheresse et aux pesticides que leurs homologues conventionnelles; certains prétendent même qu'elles seraient une partie de la solution au problème de la faim dans le monde.

Leurs opposants les accusent d'être une menace pour les écosystèmes naturels et pour la biodiversité de la planète par la création d'organismes artificiels qui pourraient contaminer des cultures non transgéniques et des espèces sauvages. Le fait que la production de plantes transgéniques soit aux mains de grandes sociétés multinationales comme Monsanto (qui produit plus de 90 pour cent des semences génétiquement modifiées dans le monde) et d'entreprises de biotechnologie contribuera à faire pencher l'équilibre des forces dans la production alimentaire mondiale en faveur des "oligarchies de l'alimentation" et ne profitera en aucune manière aux petits exploitants.

Le mouvement syndical estime que les OGM ne peuvent être imposés à aucun pays par des pressions exercées par les multinationales de l'agrochimie, mais qu'ils doivent être évalués en fonction des objectifs de développement national. Les agriculteurs pauvres en particulier doivent bénéficier d'aides pour pouvoir acquérir d'éventuelles technologies agricoles nouvelles afin de promouvoir un développement équitable. En dernière analyse, un nouveau protocole international s'impose, fondé sur des critères de sécurité et de transparence, qui devrait primer sur les règles de l'OMC dans ce domaine.

Source : Greenpeace UK et CSI.

3.5 CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les catastrophes naturelles, les inondations et la sécheresse ont une incidence considérable sur la disponibilité alimentaire et sur la production vivrière et, de plus en plus, elles sont la conséquence du changement climatique. Le monde subit de plus en plus des phénomènes météorologiques extrêmes, mais quels effets sont-ils censés avoir sur la crise alimentaire?

Les catastrophes climatiques sont principalement concentrées dans les pays pauvres en développement: près de 262 millions de personnes ont été affectées chaque année par des désastres naturels entre 2000 et 2004 et plus de 98 pour cent d'entre elles vivaient dans des pays en développement.

Pour les syndicalistes, la lutte contre le changement climatique est inévitablement liée à la lutte contre l'injustice sociale. Nous sommes à la recherche d'un monde plus pérenne sur les plans environnemental et social, ce qui exige l'engagement de tous les gouvernements pour garantir l'aboutissement des négociations sur la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et pour atteindre les objectifs fixés. Les syndicats sont conscients de leurs responsabilités parce que les trois quarts des gaz à effet de serre viennent de l'activité manufacturière, de la production d'énergie, du transport et de la construction et qu'un processus de changement doit aussi émaner de l'intérieur de ces lieux de travail, tout en promouvant des emplois verts⁹⁵. Comme le montrent les exemples donnés ci-dessous, le changement climatique exacerbe le cercle vicieux de la pauvreté. Les pays en développement qui veulent lutter contre la sécheresse, les inondations et la pénurie d'eau qui pénalisent les familles laborieuses pauvres ont un fardeau plus lourd à soulever et plus d'obstacles à surmonter. Selon l'édition 2007-2008 du Rapport sur le développement humain du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), les catastrophes climatiques sont principalement concentrées dans les

Si nous ne voulons pas être confrontés à une "crise alimentaire perpétuelle", le monde va devoir s'adapter très vite à des hausses importantes et rapides des températures.

pays pauvres en développement: près de 262 millions de personnes ont été affectées chaque année par des désastres naturels entre 2000 et 2004 et plus de 98 pour cent d'entre elles vivaient dans des pays en développement⁹⁶.

3.5.1 Sécheresse, déforestation et dégradation des sols

D'après le rapport du GIEC, le réchauffement et l'assèchement du climat de la région africaine du Sahel⁹⁷ ont eu pour effet un raccourcissement de la saison de croissance qui a eu des conséquences négatives sur les cultures. Les populations pauvres du monde entier sont particulièrement exposées au changement des conditions météorologiques parce qu'elles ont peu de possibilités d'adaptation et en raison de la rareté des ressources en eau et en aliments.

Beaucoup de pays africains ainsi que leurs productions locales devraient souffrir durablement du changement climatique. Le rapport du GIEC dit s'attendre à ce que "la superficie consacrée à l'agriculture, la durée des saisons de croissance et le potentiel de rendement [...] soient réduits. Ceci affectera davantage la sécurité alimentaire et exacerbera la malnutrition. Dans certains pays, les rendements de la culture pluviale pourraient être réduits de 50 pour cent d'ici l'an 2020⁹⁸. En conséquence, la sécurité alimentaire devrait encore empirer en Afrique où, dans beaucoup d'endroits, les terres agricoles sont déjà de plus en plus épuisées par la surexploitation ou par des changements climatiques tels que la récurrence des périodes de sécheresse. La terre d'Afrique est une des plus pauvres au monde et un sol pauvre ne peut donner que de faibles récoltes déclare Kofi Annan, ancien Secrétaire général des Nations unies et Président de l'Alliance pour une Révolution verte en Afrique (AGRA)⁹⁹.

Les ouvriers agricoles et les consommateurs australiens n'ont pas été épargnés par la sécheresse, la dégradation des sols et les hausses de prix qui en résultent. L'Australie est un des premiers exportateurs mondiaux de blé qui génère à elle seule près de 15 pour cent du commerce mondial de céréales et, les bonnes années, le pays produit normalement 25 millions de tonnes de céréales. Toutefois, en 2006, la récolte n'a donné que 9,8 millions de tonnes. La persistance de la sécheresse est un facteur d'évaluation des cours mondiaux des denrées alimentaires. En fait, les conséquences du changement climatique sur la production et la sécurité alimentaires mondiales semblent devoir être plus graves qu'on le pensait au départ, selon une étude réalisée par deux scientifiques américains. Les températures élevées des régions tropicales et subtropicales devraient faire chuter les rendements des cultures vivrières de base, maïs et riz, de 20 à 40 pour cent d'ici l'an 2100. Si nous ne voulons pas être confrontés à une "crise alimentaire perpétuelle", le monde va devoir s'adapter très vite à des hausses importantes et rapides des températures, explique ce rapport élaboré à partir d'observations historiques et des résultats de 23 modèles précédemment examinés par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)¹⁰⁰. La CSI a souligné l'importance de l'adoption à l'échelon mondial et du respect des objectifs définis par le GIEC en matière de réduction des gaz à effet de serre afin d'atténuer ces hausses de température futures.

Partout dans le monde la dégradation des sols empire. Près de 40 pour cent

des terres agricoles sont fortement dégradées; c'est le cas en Afrique pour 25 pour cent du sol et, en Asie, 11 pour cent des terres sont impropres à la culture. Cherchant désespérément d'autres solutions pour assurer leur subsistance, des agriculteurs déboisent la forêt amazonienne et l'Institut brésilien de la recherche spatiale estime près de 8.140 kilomètres carrés – soit la moitié de la superficie du Pays de Galles – ont été abattus entre août 2007 et août 2008. Au Brésil, le rythme de la déforestation a augmenté de 64 pour cent au cours des douze derniers mois, faisant craindre une destruction de la forêt tropicale brésilienne¹⁰¹.

Le rapport Stern¹⁰² dresse un tableau sombre de l'évolution de la situation alimentaire de la population mondiale au cas où le réchauffement de la planète se poursuivrait. Chaque hausse des températures d'un degré entraîne un changement irréversible pour notre climat et, par voie de conséquence, pour les fermiers et les travailleurs qui tentent de joindre les deux bouts. Si les températures montent de 2°C, en Afrique, les récoltes vont diminuer de 5 à 10 pour cent et jusqu'à 3 millions de personnes de plus mourront de malnutrition. Si elles augmentent de 3°C, de 150 à 550 millions de personnes supplémentaires seront menacées de famine. Les inondations côtières deviendront plus fréquentes, l'approvisionnement en eau de certaines régions va diminuer et des milliers d'espèces animales seront menacées d'extinction, une menace pour notre écosystème tel que nous le connaissons aujourd'hui¹⁰³.

3.5.2 Inondations

De grandes régions du Ghana, du Bangladesh et de l'Inde ont été durement touchées par des inondations au cours des deux dernières années. Plus de 250.000 habitants du nord du Ghana se sont retrouvés sans abri lors de la crue de la Volta blanche, en 2007¹⁰⁴. Des inondations ravageuses de ce genre risquent maintenant de se reproduire alors que les petits exploitants n'ont guère eu le temps de replanter et encore moins de reconstruire leurs maisons et les installations détruites dans les inondations. Il va être de plus en plus difficile de garantir la sécurité alimentaire et l'approvisionnement en eau des travailleurs pauvres lorsque des catastrophes telles que les inondations se répètent de plus en plus souvent et érodent les moyens de subsistance de populations tributaires de l'agriculture.

Au Bangladesh aussi, le changement climatique affecte les conditions de travail et la sécurité alimentaire de toute une nation. Le pays est composé de basses terres occupant le delta commun de trois fleuves, ce qui fait qu'il est d'autant plus exposé à un changement du niveau des océans provoqué par une élévation des températures. Dans les zones les plus touchées par les inondations, les hommes sont partis chercher du travail dans les villes voisines, laissant les femmes sur place qui doivent travailler et nourrir les enfants¹⁰⁵. En août, les pluies diluviennes de la mousson ont inondé la région de Bihar, en Inde, forçant plus de 5 millions de personnes à fuir leur maison devant la montée des eaux du fleuve Koshi.

D'après un rapport commandé par la FAO, le nombre des catastrophes liées

au climat est en forte augmentation, passant d'une moyenne de 195 par an entre 1987 et 1998 à 365 entre 2000 et 2006¹⁰⁶. Hélas, ces catastrophes climatologiques sont souvent suivies d'une crise humanitaire en raison de la pénurie de nourriture et d'eau au Ghana, au Bangladesh et en Inde.

Au cours des cinquante prochaines années, les inondations, les sécheresses et autres phénomènes météorologiques extrêmes vont se multiplier si nous n'agissons pas rapidement, et ils auront des conséquences négatives pour la production agricole, le droit à l'alimentation et les travailleurs du monde entier. Le changement climatique pourrait faire des dizaines, voire des centaines de millions de "réfugiés climatiques" et aggraver ainsi l'insécurité alimentaire des pays en développement. À mesure qu'augmentent les températures et que s'accroît le changement des régimes de précipitations, on va assister dans beaucoup de régions du globe à une diminution de la disponibilité, de l'accessibilité et de l'utilisation des produits alimentaires.

3.6 PÉNURIE ÉNERGÉTIQUE ET BIOCARBURANTS

Cette section explore les liens étroits existant entre la hausse du prix de l'énergie et celle du cours d'un produit alimentaire, à savoir le maïs destiné à la production de biocarburant. Les prix élevés des combustibles et du pétrole ainsi que la hausse de la demande de sources d'énergie alternatives sont des facteurs importants qui expliquent la flambée des prix alimentaires.

3.6.1 Les biocarburants: une bénédiction ou un fléau?

Il y a quelques années, l'idée de produire de l'essence à partir de maïs apparaissait comme une bonne idée pour répondre aux problèmes énergétiques croissants qui se posaient tout en réduisant les émissions de carbone. Pourtant, il semble que les biocarburants ne soient pas la solution que le monde espérait; en fait, les biocarburants participent à l'aggravation de la crise alimentaire.

L'apparition massive de biocarburants de ces dernières années résulte d'une volonté de limiter le changement climatique et de réduire la dépendance du pétrole étranger. À titre de solution parmi d'autres, des gouvernements du monde entier ont obligé les compagnies à additionner l'essence et le diesel mis en vente d'une certaine proportion de biocarburants. Mais avant de pouvoir répondre à cette demande, il fallait lancer la production de cultures destinées au biocarburant. Des objectifs ont donc été fixés, dans l'Union européenne comme aux États-Unis, pour accorder une plus grande place aux sources d'énergie renouvelables. Et c'est là que les biocarburants entrent en jeu. Rien qu'aux États-Unis, les subventions aux biocarburants atteignent de 11 à 13 milliards \$ par an¹⁰⁷. Le programme d'énergies renouvelables de l'Union européenne prévoyait au départ un objectif de 10 pour cent de biocarburants pour l'ensemble du transport routier en Europe d'ici 2020. En septembre 2008, le Parlement européen a voté un abaissement de ces objectifs¹⁰⁸ sous la pression d'experts et d'associations de défense de l'environnement qui mettaient en garde contre le fait qu'ils entraîneraient la destruction d'une partie vitale de la forêt tropicale et rejetteraient des gaz à effet de serre, mais aussi feraient grimper les prix des produits alimentaires. Aux États-Unis, la demande de bioéthanol reste forte et le gouvernement américain voudrait convertir plus

Les biocarburants en bref:

Les biocarburants sont obtenus à partir de matière organique d'origine végétale ou animale. Ils sont principalement utilisés comme carburant liquide pour les voitures, camions ou autobus. Pour l'instant, il existe deux variantes de biocarburants :

- 1) le bioéthanol, dérivé principalement du sucre de canne, de la betterave sucrière et de céréales telles que le maïs.
- 2) le biodiesel, dérivé du soja, de la navette, d'huiles végétales et de graisses animales.

Les travailleurs migrants du secteur agricole

Partout dans le monde, la production et la transformation des produits alimentaires sont maintenant dépendantes d'une main-d'œuvre migrante principalement composée de femmes et d'enfants. Mais, avec une demande croissante pour l'exportation, les travailleurs font l'objet de pressions pour accepter de moins bonnes conditions de travail et de rémunération. Les travailleurs migrants sont rarement syndiqués, ce qui ne leur permet pas de se faire entendre facilement lorsqu'ils demandent le respect des droits fondamentaux du travail.

Source : UITA, Travailleurs et syndicats en action – Organiser et défendre les travailleurs migrants de l'agriculture et des secteurs connexes, mai 2008

Conditions de travail inhumaines des travailleurs du sucre en Colombie

Près de 18.000 travailleurs colombiens du sucre se sont mis en grève le 15 septembre 2008 parce qu'ils subissent des conditions de travail inhumaines. Ils sont supposés travailler 14 heures par jour au moins, sept jours par semaine pour des salaires de misère. Leur travail est dangereux et leur milieu de vie et de travail est fortement pollué par les pesticides, comme le rapporte le Syndicat national des coupeurs de canne à sucre (SINALCORTEROS). Dans un secteur en plein essor depuis quelques années et qui connaît une réelle effervescence depuis que l'éthanol extrait du sucre est mis à l'honneur en tant que biocarburant, les travailleurs du sucre ne jouissent pas de leurs droits fondamentaux.

Les 18.000 grévistes réclament un salaire minimum vital décent, une diminution de la durée du travail, de meilleures conditions de vie (exempte de pesticides) et une convention collective.

Malgré les réactions violentes de l'employeur, et notamment le recours à la violence pour expulser les grévistes de l'usine, au bout de 56 jours, la grève s'est achevée le 10 novembre après que les travailleurs de la canne à sucre aient obtenu une hausse des salaires de 15 pour cent, la limitation de la journée de travail à huit heures avec un maximum de deux heures supplémentaires et des primes de logement, de maladie et de scolarité.

Source : UITA (2008) : Appuyez les travailleurs/euses de la canne à sucre en grève en Colombie !, 9 octobre 2008, et UITA (2008) : Les travailleurs/euses du sucre en Colombie mettent fin à 56 jours de grève après avoir obtenu gain de cause sur pratiquement toutes leurs principales demandes

de maïs en biocarburant dans un avenir proche – 132 milliards de litres de carburant d'origine non fossile pour le transport en 2017 contre 18 milliards de litres d'éthanol en 2006¹⁰⁹. À l'heure actuelle, un tiers de la production de maïs des États-Unis sert à la production d'éthanol, soit 5 pour cent de plus qu'il y a dix ans selon l'IFPRI.

La sécurité de l'approvisionnement en carburant est une grande préoccupation des gouvernements depuis quelques années en raison du fait que les réserves de pétrole sont limitées et des fluctuations énormes des cours enregistrées; le cours du baril de pétrole brut a atteint le niveau record de 147 \$ en juillet 2008 pour retomber à environ 44 \$ en janvier 2009¹¹⁰. Si les biocarburants faisant office de produits de substitution du pétrole peuvent être produits dans le pays et aident à lutter contre le changement climatique, pourquoi se priver de cette solution ? Le problème, cependant, vient de questions de rapport coût-efficacité de ces succédanés, de préoccupations d'ordre écologique, de production décente pour les agriculteurs et de sécurité alimentaire.

Les biocarburants pourraient bien ne pas être la solution la plus appropriée pour améliorer la sécurité de l'approvisionnement ou enrayer le changement climatique. En fait, d'après une étude d'Oxfam, s'ils consacraient la totalité de la récolte de maïs du pays à la production d'éthanol, les États-Unis ne pourraient assurer que 16 pour cent de leurs besoins en pétrole sans laisser quoi que ce soit pour la consommation humaine et animale et pour l'exportation¹¹¹. Des chiffres similaires figurent dans l'édition 2008 des Perspectives économiques mondiales que publie chaque année le FMI qui estime que les biocarburants

Incidence sur la pauvreté:

- La Banque mondiale estime que l'envolée des prix alimentaires a précipité dans la pauvreté plus de 100 millions de personnes dans le monde
- En moyenne, les biocarburants sont responsables de 30 pour cent de la hausse des prix alimentaires
- Par conséquent, on peut dire que les biocarburants ont fait basculer plus de 30 millions de personnes dans la pauvreté

ne représentent toujours que 1,5 pour cent de l'approvisionnement mondial en carburants liquides, alors qu'ils ont absorbé près de la moitié de l'augmentation de l'utilisation des principales cultures vivrières en 2006-2007¹¹². Le Directeur général de l'International Food Policy Research Institute (IFPRI), Joachim Von Braun, pense que l'apport des biocarburants à la sécurité énergétique sera minime; en réalité, leur part dans le transport routier ne devrait pas dépasser 3 à 4 pour cent en 2030¹¹³.

Le fond du problème est qu'on estime que les biocarburants ne pourront remplacer qu'une petite fraction de la consommation de pétrole des pays industrialisés, même si toutes les huiles comestibles au monde étaient transformées en biodiesel¹¹⁴.

3.6.2 Les fermiers des pays en développement et les droits du travail

Étant donné que de nombreux pays en développement dépendent des importations pour satisfaire leurs besoins en carburant, les biocarburants pourraient alléger la facture d'un coûteux pétrole importé. En cultivant sur leur sol, le remplacement du pétrole par des biocarburants pourrait devenir une réalité pour certains pays en développement, mais cette production est coûteuse, partiellement en raison des prix élevés des matières premières et des engrais. À cela s'ajoutent les tarifs douaniers protecteurs et les subsides pratiqués par les pays industrialisés pour stimuler leur propre production de biocarburants mais qui, dans la pratique, bloquent la concurrence des producteurs des pays en développement. De plus, près de 70 pour cent de la population mondiale tire sa subsistance de la production alimentaire, y compris celle destinée à sa propre consommation. Et pourtant, la superficie de terres arables affectées à la culture destinée à l'alimentation humaine s'est réduite pour donner la priorité aux biocarburants.

L'UITA et Oxfam rapportent de nombreux exemples d'habitants pauvres de pays en développement forcés de quitter leur terre, dont ils dépendent pourtant pour leur subsistance, pour faire place à de vastes plantations de sociétés désireuses d'accroître leur production de biocarburants. La ruée sur les biocarburants sollicite de plus en plus l'irrigation et l'accès aux terres, ce qui peut conduire au déplacement de communautés entières et à mettre des femmes plus particulièrement en danger. Plutôt que de permettre aux petits exploitants pauvres des pays en développement de participer à la production de biocarburants en éliminant les subventions et leur donnant ainsi la chance de sortir de la pauvreté, on relève des cas de violations graves des droits de l'homme et du travail. Il est souvent question d'horaires de travail longs et inhumains dans les plantations destinées à la production de biocarburant, d'un manque d'accès à l'eau propre, de l'absence de règlements de sécurité et d'hygiène ou du refus du droit de négocier et de s'organiser collectivement.

3.6.3 En quoi les biocarburants sont-ils liés à la sécurité alimentaire?

Le problème inhérent aux biocarburants vient des matières premières dont ils sont extraits. Toutes les variantes de biocarburants n'ont pas de rapport direct

Chypre

La Confédération des travailleurs de Chypre (SEK) a constitué un front commun avec les principales organisations syndicales et de consommateurs de l'île pour s'opposer au gouvernement sur la question des tarifs élevés de l'essence et de l'électricité dans le pays.

Elle réclame la réduction ou la suppression de la taxe de vente de 20 pour cent sur le diesel ainsi que l'abandon de la taxe prélevée sur l'électricité.

Selon la coalition des syndicats chypriotes, les prix élevés ont eu des conséquences négatives pour les travailleurs et pour le niveau de vie.

avec la sécurité alimentaire mondiale; la canne à sucre n'est pas un aliment de base, ce qu'est par contre le blé pour une grande partie de la population mondiale. L'utilisation des cultures vivrières pour faire rouler les voitures plutôt que pour nourrir les gens est en partie imputable à l'escalade des prix des produits alimentaires. Des quantités importantes de denrées destinées à la consommation humaine et animale sont retirées du marché, créant ainsi une situation de pénurie qui a incontestablement poussé les prix à la hausse.

On peut difficilement dire dans quelle mesure la hausse des prix alimentaires est imputable aux biocarburants. Certains experts estiment que la hausse de la demande de biocarburants de la période 2000-2007 a contribué à hauteur de 30 pour cent à l'augmentation moyenne pondérée des prix des céréales¹¹⁵. En revanche, la Banque mondiale pense qu'ils sont responsables à 65 pour cent de la récente inflation des prix des aliments et la FAO leur impute 10 pour cent de la responsabilité de la hausse des cours. Toutefois, tout le monde est d'accord sur un point : le développement massif de la production de biocarburants a fait grimper les prix alimentaires de manière significative, quelle qu'en soit la proportion exacte, et ils pourraient continuer à augmenter¹¹⁶.

Dans un monde où plus de 960 millions de personnes souffrent déjà de la faim, il est nécessaire de revoir les politiques qui détournent des millions de tonnes de céréales de la consommation humaine principalement pour produire du carburant pour voitures. D'après les calculs de l'UITA, le maïs actuellement utilisé aux États-Unis pour produire de l'éthanol suffirait pour répondre aux besoins actuels de tous les pays à faible revenu en situation de déficit alimentaire tels que les définit la FAO, et pourtant, les États-Unis envisagent de multiplier leur production d'éthanol par cinq¹¹⁷, privant ainsi de précieuses denrées alimentaires ceux qui en ont besoin.

Pour le moment, la perspective de sources pérennes de biocarburants de "deuxième génération" (ne reposant pas sur des cultures vivrières) n'est pas envisageable avant une dizaine d'années au moins selon les prévisions agricoles de l'OCDE et de la FAO¹¹⁸. Le fond du problème est que, pendant la saison 2007-2008, la demande la plus forte de cultures vivrières de base est venue des biocarburants, ce qui a incontestablement renchéri le coût de l'alimentation de populations affamées.

3.6.4 Le coût élevé des prix forts des carburants et des engrais

Non seulement les prix élevés des produits de base agricoles posent des problèmes aux fermiers et aux travailleurs mais, dans le même temps, le coût des intrants a lui aussi fortement augmenté. Lorsque les cours du pétrole sont élevés, les coûts de production et de transport ne manquent pas d'augmenter en proportion eux aussi. En 2008, les prix d'intrants indispensables à l'agriculture, comme les pesticides, les herbicides et les engrais azotés, ont augmenté un peu partout dans le monde. Les agriculteurs cambodgiens n'ont pas pu relancer la production vivrière dans les mois pendant lesquels les prix alimentaires étaient élevés parce que le coût des engrais avait grimpé de près de 150 pour cent. La hausse des coûts de production qu'a connue le Guatemala n'a pas été compensée par l'augmentation des prix payés aux producteurs, comme

l'indique Oxfam¹¹⁹. Mais les hausses des prix de l'énergie, des engrais et des denrées alimentaires sont étroitement liées à la hausse des prix alimentaires. Les subventions des gouvernements des pays développés aux biocarburants sont pour les agriculteurs locaux un incitant à continuer à produire pour la production de carburant plutôt que pour l'alimentation. Étant donné que les biocarburants ont absorbé près de la moitié de l'augmentation des récoltes des principales cultures vivrières entre 2006 et 2008, ils s'accompagnent d'une hausse correspondante de la demande d'intrants agricoles tels que les engrais et il est très probable que les prix de l'énergie et des engrais se maintiennent plus longtemps à un niveau élevé.

Chapitre 4. Une chance de faire front - une coopération mondiale s'impose

Une solution probante à la crise alimentaire ne peut simplement se mesurer à l'aune de la baisse des prix alimentaires; elle doit aussi s'accompagner d'une diminution substantielle du nombre de personnes souffrant en permanence de la faim; or, ce nombre qui n'a cessé d'augmenter alors que les prix commençaient à chuter.

La crise alimentaire est loin d'être finie, même si les prix des produits agricoles ont chuté depuis septembre 2008. Alors que la crise économique et financière mondiale devrait engendrer une baisse temporaire de la demande qui aura pour effet d'alléger quelque peu la pression sur les marchés des produits de base, tous les facteurs déterminants étudiés dans le dernier chapitre subsistent. En fait, la relative sécurité des produits primaires par rapport à bien d'autres pourraient susciter un regain d'intérêt chez les investisseurs, ce qui aurait pour effet d'encore pousser les prix alimentaires à la hausse.

Par ailleurs, plus de 963 millions d'individus souffrent quotidiennement d'un manque de nourriture. La faim dans le monde a progressé au cours des douze derniers mois et le système alimentaire mondial est incapable de nourrir tout le monde. On peut dire à tout le moins que la précarité des marchés internationaux et la menace d'une récession mondiale risquent d'aggraver bien plus encore la crise alimentaire. Le chômage va à coup sûr augmenter; d'après l'OIT, plus de 50 millions de personnes pourraient être déplacées au cours des deux prochaines années et la menace de la pauvreté et de la faim pèse sur un nombre de personnes plus élevé que jamais auparavant. Une solution probante à la crise alimentaire ne peut simplement se mesurer à l'aune de la baisse des prix alimentaires; elle doit aussi s'accompagner d'une diminution substantielle du nombre de personnes souffrant en permanence de la faim; or, ce nombre qui n'a cessé d'augmenter alors que les prix commençaient à chuter.

Il faut s'attaquer sérieusement aux causes profondes de la crise et s'atteler à la recherche de solutions. Les politiques de libéralisation poursuivies par le FMI, la Banque mondiale et l'OMS doivent à l'évidence être changées pour ce qui est de la sécurité alimentaire et de l'autosuffisance agricole en général. Dans cette époque de profondes réformes institutionnelles que nous vivons se présente maintenant une occasion sans précédent de changer ce qui a échoué dans le passé. La communauté internationale doit intensifier son aide aux secteurs agricoles des pays en développement et par ailleurs, les droits et les niveaux de vie de ceux qui en vivent devront être mis en avant en toute occasion. Le moment est venu de saisir l'occasion pour faire en sorte que les travailleurs et les travailleuses soient délivrés de la faim et que soit reconnu leur droit à l'alimentation.

La Déclaration de Cordoue

La Déclaration de Cordoue sur le droit à l'alimentation et la gouvernance des systèmes globaux de l'alimentation et de l'agriculture, préparée par un groupe d'experts avec la participation de la FAO, a été lancée en décembre 2008, à l'occasion de la journée mondiale des droits humains.

La déclaration souligne que la crise alimentaire est une crise structurelle et non un problème passager d'insécurité alimentaire, et que l'action menée pour lutter contre la faim doit s'accompagner de mesures axées sur le droit à l'alimentation et sur les questions de gouvernance. De plus, la déclaration souligne que les approches traditionnelles de la sécurité alimentaire ont échoué et que, par conséquent, les mesures prises pour atténuer la crise doivent porter sur les causes structurelles à plus long terme de la faim.

http://www.fao.org/righttofood/download_2008/cordoba_declaration_final.doc

Recommandations

Le droit à l'alimentation

L'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels oblige les États à prendre les mesures nécessaires pour faire pleinement appliquer le droit à une alimentation adéquate. Avec les Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate adoptées par la FAO en 2004 et l'article 25(1) de la Déclaration universelle des droits de l'homme¹²⁰, la communauté internationale a en fait tout en main pour amener tous les États membres de l'Organisation des Nations unies à faire de la sécurité alimentaire pour tous une réalité. Pour que ce droit humain se concrétise, il faut que soient adoptées, tant au niveau national qu'international, des mesures de nature à protéger les populations les plus vulnérables contre l'insécurité alimentaire telle qu'elle s'est récemment manifestée avec les hausses des prix des produits de base. De nouvelles lois, mesures de surveillance, de coordination et de participation s'imposent pour empêcher une aggravation de l'insécurité alimentaire. Les États doivent reconnaître "le droit fondamental qu'a toute personne d'être à l'abri de la faim"¹²¹ et mettre en place les mécanismes contenus dans les Directives volontaires de la FAO et ne pas se limiter à les considérer comme du verbiage. Afin de donner du sens aux mots, l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et les Directives volontaires de la FAO doivent être reconnus dans toutes les enceintes internationales comme le leitmotiv de toute l'action politique future relative au droit à l'alimentation.

Cela voudrait dire, par exemple, que les institutions financières internationales n'appliqueraient plus, comme dans les années 1980, des politiques destinées à supprimer le financement de l'autosuffisance agricole dans les pays en développement afin de promouvoir les cultures destinées à l'exportation en supposant qu'elles dégageraient des revenus suffisants pour importer davantage de denrées alimentaires de base. La hausse des prix alimentaires et la volatilité des marchés des produits de base sont la conséquence tragique de cette démarche. Le FMI et la Banque mondiale doivent plutôt adopter des politiques favorisant la constitution de stocks régulateurs, l'investissement dans les infrastructures agricoles et le respect des droits des travailleurs, des petits exploitants et des femmes, afin de promouvoir le droit à une alimentation adéquate.

Dans le cadre de l'Accord sur l'agriculture de l'OMC, les dix dernières années de libéralisation du commerce des produits alimentaires n'ont pas produit les résultats promis pour la plupart des pays en développement. Il est primordial que tout nouvel accord commercial international qui pourrait être conclu à l'avenir donne la priorité à l'alimentation plutôt que de chercher à la réduire. Ce principe devrait primer sur toutes les considérations d'ordre commercial dans les négociations comme celles qui s'inscrivent dans le Cycle de Doha, et notamment dans les pourparlers sur les sujets de discorde, comme le Mécanisme de sauvegarde spécial (MSS). Il faut se poser la question de savoir si le Cycle de Doha contribuera à la sécurité alimentaire mondiale avant

Le droit à l'alimentation doit concerner en premier lieu ceux qui produisent la nourriture, comme les salariés agricoles, mais pas les multinationales de l'agroalimentaire qui ont tiré profit jusqu'à présent des prix élevés des produits agricoles.

d'entamer la phase ultime des négociations, cela afin d'éviter des conséquences qui pourraient être désastreuses pour le travail décent des travailleurs agricoles et des populations rurales pauvres. Le cas échéant, des accords commerciaux devront être révisés pour faire en sorte que la priorité soit donnée à l'apport d'aliments nutritifs en quantités suffisantes à des prix raisonnables. Une fois encore, toutes ces implications découleraient de la reconnaissance du statut du droit à l'alimentation en tant que droit humain fondamental.

Pour l'essentiel, le monde a besoin d'un marché mondial efficace, réglementé, qui ne compromette pas la sécurité alimentaire. Il devrait s'agir d'un marché qui approvisionne, en temps utile et sans conditionnalités, les pays qui ne pourront jamais arriver à une situation d'autosuffisance alimentaire. Le modèle actuel – fondé sur des règles commerciales restrictives, la financiarisation de l'alimentation et favorable au secteur agroalimentaire – va dans la mauvaise direction, comme le présent rapport le démontre clairement.

L'efficacité d'une meilleure mise en œuvre du droit à l'alimentation a pour point de départ un système de production et de distribution qui soit environnementalement, socialement et économiquement soutenable. Pour cela, tous les gouvernements devront faire en sorte que la nourriture soit disponible, distribuée et garantie à tous ceux qui sont dans le besoin. Le droit à l'alimentation doit concerner en premier lieu ceux qui produisent la nourriture, comme les salariés agricoles, mais pas les multinationales de l'agroalimentaire qui ont tiré profit jusqu'à présent des prix élevés des produits agricoles. Il va de soi que tous les pays en développement n'ont pas la capacité d'arriver à l'autosuffisance alimentaire, et c'est pourquoi les politiques appliquées doivent permettre une certaine diversité et être flexibles. Mais, en mettant la production et la distribution alimentaires durables au cœur des politiques, le droit des gens à l'alimentation sera reconnu à la fois comme une priorité et une condition préalable du développement.

Une révision des politiques en matière de biocarburants

La production de biocarburant accroît la pression sur les terres arables, détournant du même coup des aliments destinés à la consommation humaine et animale, ce qu'elle fait parfois en violation des droits des travailleurs. De plus, des chercheurs estiment que la production de carburants actuelle n'est pas aussi respectueuse de l'environnement qu'on l'espérait et que le niveau de la production suffit à peine à remplacer une fraction de ce qui est prélevé sur les réserves de pétrole.

Par conséquent, la voie suivie actuellement pour la production de biocarburants n'est pas soutenable. Le droit à l'alimentation ne peut être compromis par des prescriptions de dosage, des subventions et des abattements fiscaux qui encouragent les gouvernements à encore accroître la production au prix des moyens de subsistance des populations pauvres. La communauté internationale doit réexaminer les politiques en matière de biocarburants, les buts et objectifs fixés en vue de les modifier compte tenu du lien existant entre la transformation de cultures vivrières en carburant et la hausse des prix des denrées alimentaires. Une réflexion approfondie sur les espèces végétales servant à la production de

Une législation du travail décente, conforme aux normes de l'OIT, doit être appliquée pour tous, par la contrainte si nécessaire, si on veut voir s'améliorer la condition des paysans et des salariés agricoles. Ce n'est que par la création d'emplois décents et l'instauration de conditions de vie et de travail décentes que pourront se concrétiser le développement économique durable, le droit à l'alimentation et l'élimination de la pauvreté.

carburant s'impose dans l'optique de la restitution, autant que de besoin, de terres à la production vivrière.

Ces questions doivent être prises en considération dans de nouvelles normes internationales pour la production de biocarburant qui prendront en compte l'environnement et les droits humains fondamentaux, comme le droit à l'alimentation et le respect des droits des travailleurs, dans le cadre de lignes directrices internationales pour la production de biocarburant.

Plus d'investissement dans l'agriculture

La crise actuelle offre une opportunité dont tous les pays doivent être conscients afin de ne pas répéter les erreurs du passé mais d'aller de l'avant et opérer des changements. En Afrique comme dans beaucoup d'autres régions, le secteur agricole a été fortement négligé pendant plus d'une vingtaine d'années et un effort d'investissement considérable est nécessaire pour relancer la production agricole intérieure. La communauté internationale doit accepter des réformes et des investissements si nous voulons être en mesure de restaurer la confiance dans le système alimentaire mondial, le stabiliser et l'améliorer. Cela peut se faire de plusieurs manières.

Premièrement, il faut que les pays en développement aient la capacité de concrétiser leur droit à l'alimentation, d'éradiquer la pauvreté et de mettre en œuvre les nécessaires réformes agraires. Les enceintes internationales telles que l'OMC doivent respecter les droits des pays en développement à un traitement différencié et (pour les moins avancés en particulier) à une flexibilité adéquate dans l'application et l'interprétation des divers accords de l'OMC, faute de quoi le développement économique et social sera difficilement réalisable.

Deuxièmement, en apportant une assistance technique adéquate aux pays en développement les plus pauvres, ceux-ci pourront développer leur production agricole destinée à la consommation intérieure. Les problèmes les plus sérieux relevés ces douze derniers mois se sont posés dans les pays importateurs nets de produits alimentaires qui ont souffert le plus de la flambée des prix alimentaires parce que les denrées alimentaires produites sur place faisaient défaut. Si certains de ces pays avaient les moyens de se muer en producteurs actifs de produits agricoles de base (comme ils le furent souvent dans le passé), la sécurité alimentaire pourrait être rétablie et les prix alimentaires pourraient diminuer.

Une autre recommandation de mise est d'encourager à nouveau le stockage alimentaire et de mettre en place un système de distribution efficace pour atténuer une éventuelle crise à l'avenir. Les réserves de céréales étaient proches de zéro au plus fort de la crise alimentaire et elles n'ont donc pas pu être utilisées comme moyen de stabilisation des marchés. L'investissement tant attendu dans les infrastructures rurales des pays en développement doit rester au centre des préoccupations de la communauté internationale et l'accès aux intrants comme les semences et les engrais doit recevoir la priorité. Mais, sans installations de stockage, sans un réseau routier convenable et sans

Le problème fondamental qui s'est posé dès le départ de la crise alimentaire ne fut pas le manque de nourriture mais le fait que les travailleurs pauvres ne pouvaient pas se permettre d'acheter à manger à cause de l'envolée des prix. Il faut s'attaquer aux problèmes que sont les salaires de misère pratiqués dans le secteur agricole, les conditions de travail dangereuses, la discrimination envers les femmes et l'absence de travail décent dans de grandes régions du monde.

accès aux ports et à d'autres moyens de transport, les petits exploitants des pays en développement ne pourront pas atteindre les marchés urbains pour y vendre leur production. C'est pourquoi de bonnes infrastructures sont un autre élément du programme de relance.

Beaucoup de pays en développement doivent appliquer des réformes agraires pour répartir les terres de façon plus équitable, de telle sorte que les fermiers et les paysans sans terre puissent y avoir accès. Certains pays doivent en outre appliquer des réformes législatives pour garantir l'égalité des femmes en matière de propriété agraire et d'héritage.

En outre, on constate une absence de liberté d'association, en particulier pour les travailleurs ruraux. Une proportion importante de salariés agricoles vivent dans la pauvreté alors qu'ils travaillent plus de 12 à 14 heures par jour, et les droits des travailleurs migrants sont rarement respectés dans les champs et les plantations. Une législation du travail décente, conforme aux normes de l'OIT, doit être appliquée pour tous, par la contrainte si nécessaire, si on veut voir s'améliorer la condition des paysans et des salariés agricoles. Ce n'est que par la création d'emplois décents et l'instauration de conditions de vie et de travail décentes que pourront se concrétiser le développement économique durable, le droit à l'alimentation et l'élimination de la pauvreté.

Un monde où règnent le travail décent, les salaires décents et la protection sociale pour tous

La crise alimentaire a démontré la nécessité des régimes de protection sociale, où que ce soit. Ceux qui ont été le plus durement touchés n'avaient pas de filet de sécurité lorsque les prix étaient au plus haut, en juillet 2008, et bien que les prix aient chuté depuis, l'impact durable de ces prix élevés se fera encore longtemps sentir chez les plus pauvres. Ce n'est que par la présence de filets de sécurité sociale qu'on pourra protéger à l'avenir les plus vulnérables d'une instabilité accrue des prix alimentaires.

Malgré un certain déclin, en janvier 2009, les prix étaient encore supérieurs de 30 pour cent à ceux de deux ans auparavant, et cette envolée des prix n'a pas été suivie d'une hausse des salaires. Une action syndicale efficace en faveur d'un relèvement des salaires est un autre élément de la solution à la crise alimentaire. Le problème fondamental qui s'est posé dès le départ de la crise alimentaire ne fut pas le manque de nourriture mais le fait que les travailleurs pauvres ne pouvaient pas se permettre d'acheter à manger à cause de l'envolée des prix. Il faut s'attaquer aux problèmes que sont les salaires de misère pratiqués dans le secteur agricole, les conditions de travail dangereuses, la discrimination envers les femmes et l'absence de travail décent dans de grandes régions du monde. Si les organisations syndicales se renforcent, les travailleurs pourront réclamer leur droit à une alimentation adéquate à des prix raisonnables et en même temps contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de nouvelles politiques agricoles destinées à améliorer leurs moyens de subsistance et à stimuler la croissance économique.

Les denrées alimentaires ne sont pas une marchandise comme les pierres précieuses, les métaux ou l'énergie et elles ne doivent pas non plus être traitées de la même manière.

La reréglementation des marchés internationaux

La crise économique et financière mondiale menace d'affecter l'économie réelle dans des proportions que nous ne pouvons pas encore parfaitement anticiper et elle s'étend aux économies émergentes et en développement. Au cours des derniers mois, des secteurs financiers ont été par moments paralysés, des monnaies jusque là stables se sont effondrées et la croissance économique mondiale s'est pratiquement arrêtée. L'instabilité sociale et politique qui suit inévitablement ce genre de crise affectera les familles laborieuses et les plus pauvres de notre planète, en particulier les groupes vulnérables, dont les femmes.

Des populations qui souffraient déjà de la crise alimentaire et qui avaient vu leur pouvoir d'achat érodé du fait de l'envolée des prix des aliments et des denrées de base, dans les pays en développement en particulier, vont maintenant devoir composer avec la stagnation des salaires, les pertes de salaires et de primes de pension résultant de la crise financière. Cette situation intolérable ne peut perdurer; le mouvement syndical juge essentiel de commencer à travailler sur un système de gouvernance des marchés mondiaux plus intégrateur, juste et démocratique. Une nouvelle structure de gouvernance économique internationale doit accorder une place plus large aux syndicats et renforcer le rôle de l'OIT.

Comme l'explique le dernier chapitre, la crise alimentaire mondiale résulte dans une large mesure d'un accroissement de la volatilité financière mondiale alors que les spéculateurs, à la recherche de placements rémunérateurs, en particulier après l'effondrement du marché américain des "sub-prime", se tournaient vers les marchés des produits agricoles. Des institutions des Nations unies telles que le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), et même le FMI ont convenu que la spéculation sur les produits agricoles a contribué à pousser les prix à la hausse à un rythme effréné en 2008. En mars 2008, les cours du blé se situaient à un niveau supérieur de 60 pour cent à ce qui pourrait s'expliquer par le jeu normal de l'offre et de la demande.

La communauté internationale doit prendre sur elle de veiller à ce que la spéculation sur les produits agricoles ne contribue pas une nouvelle fois à accroître l'insécurité alimentaire mondiale lorsque les marchés seront revenus à la stabilité. Les denrées alimentaires ne sont pas une marchandise comme les pierres précieuses, les métaux ou l'énergie et elles ne doivent pas non plus être traitées de la même manière. Les marchés financiers mondiaux, avec les banques d'investissement et les fonds spéculatifs, qui sont partiellement responsables du renchérissement des prix alimentaires par une spéculation effrénée sur des fonds indexés sur les produits de base, ne devraient pas être autorisés à jouer avec les besoins humains essentiels de la population mondiale. Mais, dans l'état actuel des choses, il n'existe aucun accord ou cadre multilatéral capable de réagir à une spéculation mondiale exagérée sur les prix alimentaires. Il faut des mesures de reréglementation beaucoup plus rigoureuses, concertées par l'intervention des pouvoirs publics, capables de

limiter et contenir la spéculation financière sur les marchés des produits de base.



Ce rapport s'est efforcé de montrer quels furent les facteurs déterminants à l'origine de l'envolée des prix des produits alimentaires de ces derniers mois et de présenter quelques solutions de grande portée pour surmonter la crise. Il est clair qu'une nouvelle flambée telle que celle-là ne peut être tolérée parce que ce qui s'est produit en 2008 l'a été en raison d'une absence d'anticipation et d'action de la communauté internationale. Les dirigeants et les gouvernements du monde ont les moyens et l'autorité nécessaire pour garantir une alimentation adéquate à tous. L'histoire jugera durement ceux qui n'auront pu faire en sorte que chacun puisse jouir de ce droit.

Notes

1. IFPRI: "Hausse des prix alimentaires et actions stratégiques proposées: que faire, par qui et comment", Politiques alimentaires en perspective, mai 2008
2. Programme alimentaire mondiale, page du PAM sur la crise: hausse des prix de l'alimentation: <http://www.wfp.org/english/?ModuleID=137&Key=2853> (en anglais)
3. FITTHC (Fédération internationale des travailleurs du textile, de l'habillement et du cuir)
Presse: Les travailleurs de l'habillement sont affamés pendant que les marques de prêt-à-porter prospèrent, le 31 juillet 2008
4. SOS Kinderdorf International: Les citoyens pauvres du Kosovo sont gravement touchés par la crise alimentaire: <http://www.villages-enfants-sos.org/Gros-plans/Aide-urgence/Enfants-et-catastrophes/Crise-alimentaire-mondiale/Pages/Les-citadins-pauvres-du-Kosovo-gravement-touche.aspx>
5. USA Today: As food costs soar, it's back to basics for meal planners by Christopher J. Cummins, 8 juillet 2008
6. USA Today: As food costs soar, it's back to basics for meal planners, by Christopher J. Cummins, 8 juillet 2008
7. The Guardian: Austerity Britain: crunch forces consumers to change habits by David Teather, 5 septembre 2008
8. FAO (2008): L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008
9. FAO (2008): L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008
10. International Herald Tribune: Fed officials differ on how to tackle inflation par Louis Uchitelle, 1er août 2008
11. IPS: Food crisis mortgages children's' future by Thalif Deen, 19 juin 2008: <http://ipsnews.net/news.asp?idnews=42888> (en anglais)
12. Banque mondiale (2008): Perspectives pour l'économie mondiale 2009
13. CSI: Travail des enfants, miniguide d'action, juin 2008
14. CSI: Travail des enfants, miniguide d'action, juin 2008
15. OIT (2008): Child labour and education: Evidence from SIMPOC surveys par Allais, Federico Blanco et Hagemann, Frank, document de travail, juin 2008, Genève
16. PAM: Nurturing a brighter future – school feeding reduces hunger and improves education: http://www.wfp.org/food_aid/school_feeding/WFPApproach_INTRO.asp?section=12&sub_section=3
17. Les coûts alimentaires du PAM ont augmenté de plus de 50 % au cours des cinq dernières années et des hausses de 35% sont prévues pour 2008-2009, selon la publication World Economy & Development in brief, n°2/mars-avril 2008
18. Article de Gene Sperling: Soaring Food Prices Means Less Education for Poor, 1er mai 2008: http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=20601039&sid=aUGJdVGYnvTg&refer=columnist_sperling
19. Agencia de Informação de Moçambique: La crise alimentaire peut avoir une incidence sur l'éducation, le 6 mai 2008
20. Programme mondial alimentaire, page du PAM sur la crise: hausse des prix de l'alimentation: <http://www.wfp.org/english/?ModuleID=137&Key=2853>
21. The Economist: The new face of hunger, le 17 avril 2008
22. Déclaration du groupement Global Unions lors des réunions annuelles de 2008 de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, 11-13 octobre 2008 & Banque mondiale: communiqué de presse n°:2009/065/DEC
23. Nations unies (2008): Objectifs du millénaire pour le développement rapport & la Banque mondiale (2008): Perspectives économiques mondiales 2009
24. Déclaration du groupement Global Unions lors des réunions annuelles de 2008 de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, 11-13 octobre 2008
25. PAM: Horn of Africa at a critical stage, http://www.wfp.org/hornofafrica/horn_of_africa.asp & FAO: Perspectives de récoltes et situation alimentaire, No. 4, octobre 2008
26. PAM: On the ground with an Ethiopian farmer, août 2008, http://www.wfp.org/hornofafrica/ethiopia_story_08_2008.asp
27. FAO: Perspectives de récoltes et situation alimentaire, No. 4, octobre 2008

28. IFPRI The World Food Situation de Joachim von Braun, décembre 2007
29. IFPRI mai 2008: Troubles sociaux liés à la hausse des prix alimentaires dans les pays suivants: Argentine, Bangladesh, Burkina Faso, Cameroun, Chine, Côte d'Ivoire, Egypte, Ethiopie, Guinée, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Italie, Jordanie, Madagascar, Malaisie, Mauritanie, Mexique, Maroc, Mozambique, Pakistan, Philippines, Sénégal, Somalie, Afrique du Sud, Trinité-et-Tobago, Royaume-Uni, Ouzbékistan, Yémen.
30. Statistiques de la FAO: http://www.fao.org/faostat/foodsecurity/MDG/EN/Haiti_e.pdf
31. World Economy & Development in brief, numéro 3/mai-juin 2008
32. The Guardian: Haiti: Mud cakes become staple diet as cost of food soars beyond a family's reach by Rory Carroll, le 29 juillet 2008
33. The Guardian: Egypt: Bread shortages, hunger and unrest par Chris McGreal, le 27 mai 2008
34. Déclaration des secrétaires généraux des centrales syndicales et syndicats autonomes du Burkina Faso, le 11 juillet 2008
35. Communication par Blaise Compaore, président du Burkina Faso, le 7 juin 2008
36. Déclaration des secrétaires généraux des centrales syndicales et syndicats autonomes du Burkina Faso, le 11 juillet 2008
37. Manifestations le 17 avril et 17 mai 2008 – le COSATU, de concert avec de nombreuses organisations de la société civile, a organisé des manifestations à Johannesburg, à Cape Town et à Durban, ainsi que dans de nombreuses autres villes
38. Rapport d'Ipsos Markinor: <http://ipsos-markinor.co.za/news/cosat-strike-on-wednesday-23-july-2008>
39. Times of Zambia: ZCTU urges State to enhance agriculture par Times reporter <http://www.times.co.zm/news/viewnews.cgi?category=10&id=1092965881>
40. CGTB, COSI-Bénin, CSA-Bénin, CSPIB, CSTB et UNSTB
41. Déclaration de la journée mondiale de lutte contre la pauvreté, le 17 octobre 2008 par l'Union des travailleurs de Mauritanie (UTM), la Confédération générale des travailleurs de Mauritanie (CGTM), la Confédération libre des travailleurs de Mauritanie (CLTM), l'Union des syndicats libres de Mauritanie (USLM), l'Union nationale des travailleurs de Mauritanie (UNTM) et la Confédération nationale des travailleurs de Mauritanie (CNTM)
42. Communiqué du ZCTU sur la réponse de la banque centrale RBZ à l'action nationale menée le 3 décembre contre la limite de retrait en espèces, le 8 décembre 2008
43. JTUC-RENGO, le 28 juillet 2008
44. Nations unies (2008): Rapport sur les Objectifs du millénaire pour le développement
45. Nations unies (2007): Rapport sur les Objectifs du millénaire pour le développement
46. Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (2008): Rapport sur les pays les moins avancés, page 78 de la version anglaise.
47. IFPRI: Helping Women Respond to the Global Food Crisis, le 17 juin 2008: <http://www.ifpri.org/events/seminars/2008/20080617women.asp>
48. Mayra Buvinic, Andrew R. Morrison, A. Waafas Ofosu-Amaah, et Mirja Sjöblom (eds.): Equality for Women, Where Do We Stand? Une copublication de la Banque mondiale et de l'Organisation de coopération et de développement économiques, 2008
49. Bureau international du travail (2008): Rapport IV, Promotion de l'emploi rural pour réduire la pauvreté, Conférence internationale du travail, 97e session, Genève
50. PAM ONU: Focus on Women: http://www.wfp.org/food_aid/food_for_women/index.asp?section=12&sub_section=4
51. CSI (2008): Les syndicats face aux IFI: Informations pratiques et stratégies pour l'engagement syndical envers les institutions financières internationales
52. Inter Press Service: Development: Food crisis symptom of dubious liberalisation by Aileen Kwa, 13 May 2008
53. IMF Survey Online: IMF Revamps Loans for Countries Facing Price Shocks, Disasters, 19 September 2008
54. Action Aid International, African Network on Debt and Development, Bank Information Center, Bretton Woods Project, European Network on Debt and Development, New Rules for Global Finance Coalition, Oxfam International
55. Voir en particulier Réseau européen sur la dette et le développement (EURODAD) : Les prêts du FMI restent trop lourds et trop chers, 24 septembre 2008
56. Bernardino, Naty (2005): Ten Years of the WTO Agreement on Agriculture: Problems and Prospects, exposé présenté au International Gender and Trade Network (IGTN) pendant le

- Symposium public annuel de l'OMC, 21 avril, Genève.
http://www.wto.org/english/news_e/events_e/symp05_e/bernardino15_e.pdf
57. CNUCED (2008): RÉPONDRE À LA CRISE ALIMENTAIRE GLOBALE : Les politiques essentielles pour le commerce, l'investissement et les produits de base afin d'assurer la sécurité alimentaire durable et d'atténuer la pauvreté, Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale, 3-5 juin, Rome (Italie)
 58. Déclaration du groupement Global Unions devant les Réunions annuelles de 2008 de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, 11-13 octobre 2008
 59. The Associated Press: 75,000 protest tortilla prices in Mexico by Ioan Grillo, 1er février 2007
 60. Washington Post: A Culinary and Cultural Staple in Crisis by Manuel Roig-Franzia, 27 janvier 2007
 61. The Nation: Manufacturing a Food Crisis by Walden Bello
 62. Oxfam (2008): Des prix à double tranchant, Document d'information Oxfam n°121
 63. FMI (2008): Perspectives de l'économie mondiale, Avril
 64. Commodity Online: Export ban off, India helps ease food crisis, 5 September 2008, <http://www.commodityonline.com/news/Export-ban-off-India-helps-ease-food-crisis-11526-3-1.html>
 65. The Nation: Manufacturing a Food Crisis by Walden Bello
 66. Premier ministre du Royaume du Lesotho, discours devant la Conférence internationale du travail, 97e Session, 11 juin 2008
 67. Le groupement Global Unions se compose de la Confédération syndicale internationale (CSI), qui représente 168 millions de membres dans 155 pays, des Fédérations syndicales internationales (FSI), qui représentent leurs secteurs respectifs au niveau syndical international (IBB, IE, IAEA, ICEM, FIJ, FIOM, ITF, FITTVC, UITA, ISP et UNI), et de la Commission syndicale consultative (TUAC) auprès de l'OCDE
 68. UITA (2002): L'OMC et le système alimentaire mondial : une approche syndicale, Genève
 69. IATP (2003): World Trade Organization Agreement on Agriculture Basics by Sophia Murphy
 70. Oxfam (2008): Des prix à double tranchant, Document d'information Oxfam n°121
 71. UITA (2002): L'OMC et le système alimentaire mondial : une approche syndicale, Genève
 72. CNUCED: Répondre à la crise alimentaire globale : Les politiques essentielles pour le commerce, l'investissement et les produits de base afin d'assurer la sécurité alimentaire durable et d'atténuer la pauvreté, juin 2008
 73. Cargill, communiqué de presse, 13 janvier 2009
 74. Archer Daniels Midland, archives de presse, 4 novembre 2008
 75. Nestlé, communiqué de presse, Suisse, 23 octobre 2008
 76. Monsanto, communiqué de presse, 7 janvier 2009
 77. IATP (2005): U.S. Food Aid: Time to Get It Right by Sophia Murphy and Kathy McAfee
 78. IATP (2005): U.S. Food Aid: Time to Get It Right by Sophia Murphy and Kathy McAfee
 79. UITA: Groupe de haut niveau sur la crise alimentaire, la production, l'investissement et le travail décent, 97e Conférence internationale du travail, Genève, 11 juin 2008 – Contribution de Ron Oswald, Secrétaire général de l'UITA & Senate Committee on Homeland Security and Governmental Affairs, communiqué de presse, 20 mai 2008
 80. UITA, Buyout Watch: Financializing Food: Deregulation, Commodity Markets and the Rising Cost of Food, 7 juin 2008
 81. Toronto Globe and Mail: Feeding Frenzy by Sinclair Stewart & Paul Waldie, 31 May 2008
 82. UITA, Buyout Watch: Financializing Food: Deregulation, Commodity Markets and the Rising Cost of Food, 7 juin 2008
 83. CNUCED: Répondre à la crise alimentaire globale, Les politiques essentielles pour le commerce, l'investissement et les produits de base afin d'assurer la sécurité alimentaire durable et d'atténuer la pauvreté, juin 2008
 84. Responsible Investor: UNEP chief blames speculators for 'food price crisis' by Hugh Wheelan, 11 septembre 2008
 85. IFPRI: Food and Financial Crisis – Implications for Agriculture and the Poor by Joachim von Braun, décembre 2008
 86. The Guardian: Global food crisis looms as climate change and population growth strip fertile land by John Vidal, 25 août 2008
 87. Division de la population des Nations unies: Perspectives de la population mondiale, La révision de 2006: http://www.un.org/esa/population/publications/wpp2006/WPP2006_Highlights_rev.pdf
 88. Division de la population des Nations unies: Perspectives de la population mondiale, La révision

- de 2006: http://www.un.org/esa/population/publications/wpp2006/WPP2006_Highlights_rev.pdf
89. IFPRI: The World Food Situation by Joachim von Braun, décembre 2007
90. FAO: QFP sur la situation alimentaire : <http://www.fao.org/worldfoodsituation/wfs-faq/fr/>
91. Fondation Friedrich Ebert : "A New Era of World Hunger?", Briefing Paper, juillet 2008
92. Division de la population des Nations unies : Perspectives de la population mondiale, La révision de 2006: http://www.un.org/esa/population/publications/wpp2006/WPP2006_Highlights_rev.pdf
93. World Economy & Development in Brief, Issue 3/May-June 2008
94. IAASTD: Rapport de synthèse, p.16
95. Déclaration syndicale à la COP14, décembre 2008
96. PNUD (2007/2008): Rapport mondial sur le développement humain : La lutte contre le changement climatique: un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé
97. Le Sahel est une écorégion de savane tropicale semi-aride d'Afrique qui fait la transition entre le Sahara au nord et la région plus fertile au sud.
98. GIEC, 2007: Résumé à l'intention des décideurs, dans Bilan 2007 des changements climatiques: conséquences, adaptation et vulnérabilité. Contribution du Groupe de travail II au Quatrième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. M.L. Parry, O.F. Canziani, J.P. Palutikof, P.J. van der Linden et C.E. Hanson, Eds., Cambridge University Press, Cambridge, UK, 7-22.
99. Financial Times: Soil under strain, A thinning layer of life evokes concern by Fiona Harvey, 16 juillet 2008
100. BBC News: Heat may spark world food crisis by James Morgan, 9 January 2009 & Battisti D., Naylor R.: Historical Warnings of Future Food Insecurity with Unprecedented Seasonal Heat, in Science, 9 janvier 2008
101. The Guardian: Brazil: Deforestation rises sharply as farmers push into Amazon by Tom Phillips, 1er septembre 2008
102. Rédigé par Sir Nicholas Stern pour le gouvernement britannique en 2006
103. The Stern Review: The Economics of Climate Change, Executive Summary & The Guardian: Climate Change: Prepare for global temperature rise of 4C, warns top scientist by James Randerson, 7 août 2008
104. Berlingske Tidende: Ghana holder vejret par Philip Egea Flores, 24 août 2008
105. The Guardian: Losing the ground beneath their feet by Thamima Anam, 4 septembre 2008
106. FAO, Changement climatique : implications pour la sécurité alimentaire : http://www.fao.org/ag/agn/agns/files/HLC1_Climate_Change_and_Food_Safety.pdf
107. Joachim von Braun, International Food Policy Research Institute: High Food Prices, the What, Who and How of Proposed Policy Actions, Policy Brief, mai 2008
108. Le 11 septembre 2008, le Parlement européen a décidé qu'en 2020, dix pour cent des carburants routiers devront toujours provenir de sources renouvelables, mais que quarante pour cent de ceux-ci (soit quatre pour cent du total) devront provenir de biocarburants de deuxième génération, d'électricité ou d'hydrogène d'origine renouvelable, ce qui laisse six pour cent du total aux biocarburants traditionnels.
109. Hebebrand, C. & Laney, K. (2007): An Examination of U.S. and EU Government Support to Biofuels: Early Lessons, International Food & Agricultural Trade Policy Council
110. Energy Information Administration, Official Energy Statistics from the US Government, 13 January 2009 release: <http://www.eia.doe.gov/emeu/steo/pub/xls/fig1.xls>
111. Oxfam International: Une autre vérité qui dérange, Document d'information d'Oxfam, juin 2008
112. FMI (2008): Perspectives de l'économie mondiale, avril
113. Joachim von Braun, International Food Policy Research Institute: Food prices, Biofuels, and Climate Change, février 2008
114. Oxfam International: Une autre vérité qui dérange, Document d'information d'Oxfam, juin 2008
115. Joachim von Braun, International Food Policy Research Institute: High Food Prices, the What, Who and How of Proposed Policy Actions, Policy Brief, mai 2008
116. FMI (2008): Perspectives de l'économie mondiale, avril
117. UITA (2008): Fuelling Hunger, 28 avril
118. OCDE-FAO: Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO : 2008-2017, OCDE/FAO 2008
119. Oxfam (2008): Des prix à double tranchant, Document d'information Oxfam n°121

120. "Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté." Déclaration universelle des droits de l'homme; article 25(1)

121. Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, article 11.2

Bibliographie choisie

Allais, Federico Blanco and Hagemann, Frank: Child labour and education: Evidence from SIMPOC surveys, Organisation internationale du travail (OIT), document de travail, Genève, juin 2008

Bello, Walden: Manufacturing a Food Crisis, the Nation, juin 2008

Réseau européen sur la dette et le développement (EURODAD) : Les prêts du FMI restent trop lourds et trop chers, septembre 2008

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation internationale du travail (OIT) & Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA): Agricultural workers and their contribution to sustainable agriculture and rural development, 2007

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) : La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 2008

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) : La situation mondiale de l'insécurité alimentaire, 2008

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) : Déclaration de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire dans le monde : Les défis du changement climatique et la bioénergie, juin 2008

Fondation Friedrich Ebert (FES): A New Era of World Hunger? The Global Food Crisis Analysed, par James A. Paul & Katarina Wahlberg, Briefing Paper, juillet 2008

Global Unions : Déclaration aux Réunions annuelles de 2008 de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, octobre 2008

Organisation internationale du travail : Rapport IV, Promotion de l'emploi rural pour la réduction de la pauvreté, Conférence internationale du travail, 97e Session, Genève, 2008

International Food Policy Research Institute : High Food Prices, the What, Who and How of Proposed Policy Actions, Policy Brief, mai 2008

International Food Policy Research Institute : Helping Women Respond to the Global Food Crisis, IFPRI Policy Brief 7, octobre 2008

FMI : Perspectives de l'économie mondiale, avril 2008

FMI : Perspectives de l'économie mondiale, novembre 2008

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) : Bilan 2007 des changements climatiques : conséquences, adaptation et vulnérabilité. Contribution du Groupe de travail II au Quatrième rapport d'évaluation du GIEC, 2007

Confédération syndicale internationale (CSI) : Les syndicats face aux IFI : Informations pratiques et stratégies pour l'engagement syndical envers les institutions financières internationales, 2008
Confédération syndicale internationale (CSI) : Mini-guide d'action sur le travail des enfants, juin 2008

Confédération syndicale internationale (CSI) : Equité, justice & solidarité dans la lutte contre le changement climatique, Déclaration syndicale à la COP14, CCNUCC, Poznan (Pologne), décembre 2008

Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA) : L'OMC et le système alimentaire mondial : une approche syndicale, Genève 2002

Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA) : Travailleurs et syndicats en action – Organiser et défendre les travailleurs migrants de l'agriculture et des secteurs connexes, mai 2008

UITA "Buyout Watch" : Financializing Food: Deregulation, Commodity Markets and the Rising Cost of Food, 7 juin 2008

Murphy, Sophia : World Trade Organization Agreement on Agriculture Basics, Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP), 2003

McAfee, Kathy & Murphy, Sophia : U.S. Food Aid: Time to Get It Right, IATP, 2005

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) – Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) : Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO : 2008-2017, OCDE-FAO 2008

Oswald, Ron : "Groupe de haut niveau sur la crise alimentaire, la production, l'investissement et le travail décent", 97e Conférence internationale du travail, UITA, Genève, 11 juin 2008

Oxfam : Une autre vérité qui dérange, Document d'information n°114 d'Oxfam, juin 2008

Oxfam : Des prix à double tranchant, Document d'information n°121 d'Oxfam, 2008

South Centre: Food and Energy Crisis: Time to Rethink Development Policy, Genève, septembre 2008

Stern, Sir Nicolas: The Stern Review on Climate Change, October 2006

Nations unies : Rapport sur les Objectifs du millénaire pour le développement, 2007

Nations unies : Rapport sur les Objectifs du millénaire pour le développement, 2008

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) : Rapport sur les pays les moins avancés, 2008

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) : Répondre à la crise alimentaire globale : Les politiques essentielles pour le commerce, l'investissement et les produits de base afin d'assurer la sécurité alimentaire durable et d'atténuer la pauvreté, juin 2008

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) : Comment s'attaquer à la crise alimentaire mondiale, Synthèses de la CNUCED, N°2, juin 2008

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) : Rapport 2008 sur les pays les moins avancés : Croissance, pauvreté et modalités du partenariat pour le développement, juillet 2008

Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) : Rapport mondial sur le développement humain : La lutte contre le changement climatique : un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé, 2007/2008

von Braun, Joachim : The World Food Situation, IFPRI, décembre 2007

von Braun, Joachim : Food and Financial Crisis: Implications for Agriculture and the Poor, IFPRI, décembre 2008

Banque mondiale : Perspectives de l'économie mondiale en 2009, décembre 2008

World Economy & Development in Brief, Issue 3, May-June 2008

(

Editeur responsable:
Guy Rydler, Secrétaire général

CSI
5 Bid du Roi Albert II, Bte 1, 1210-Bruxelles, Belgique
Tel: +32 2 2240211, Fax: +32 2 201 5815
E-Mail: press@ituc-csi.org • Site Web: <http://www.ituc-csi.org>

Rédaction: **Helle Damgaard Nielsen**
Mise en page: **Vicente Cepeda**